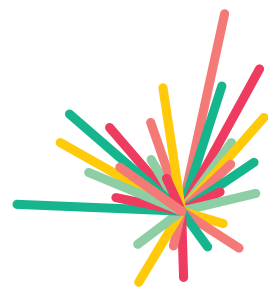


COMPTE ADMINISTRATIF

2021



**BORDEAUX
MÉTROPOLE**

La crise sanitaire s'estompant, Bordeaux Métropole conforte son rôle solidaire grâce à son accompagnement et son soutien auprès des acteurs du territoire, tout en bénéficiant aussi d'une reprise propice pour sa situation financière.

> En résumé

Le compte administratif 2021 est à l'image de notre territoire et de notre projet ; portant tout à la fois encore les stigmates de la crise sanitaire mais aussi les prémices d'un rebond et des engagements du projet de transition et d'accompagnement pour plus de solidarité et de coopération porté par notre Établissement.

Tout au long de l'année 2021, le contexte sanitaire s'est amélioré progressivement, mais les effets de la crise, aussi bien s'agissant des répercussions sociales qu'économiques, ont continué à impacter les habitants et acteurs de notre territoire.

C'est pourquoi la Métropole a poursuivi ses efforts d'accompagnement et s'est mobilisée en 2021 avec un budget, aussi important que celui développé en 2020, de **28,8 M€** de dépenses en fonctionnement.

Le **volet majeur consiste en 23,97 M€ de subventions versées aux entreprises et associations** et près de 11 700 structures (entreprises ou associations) ont pu être aidées sur l'exercice 2021.

Par ailleurs, **4 M€** sont directement liés à la mise en œuvre du **centre de vaccination au Parc des expositions de Bordeaux Lac** pour répondre le plus efficacement et largement possible aux attentes vaccinales.

L'année 2021 s'est toutefois distinguée de 2020 par la reconstitution des recettes qui retrouvent pour une grande partie d'entre elles quasiment leur niveau d'avant crise sanitaire. Cet essor permet à notre Établissement de consolider son épargne et de renouer avec un taux d'épargne brute proche de ceux observés entre 2017 et 2019 (24,6 % vs 25,3 % en moyenne sur la période).

Cette épargne dynamique permet d'accompagner l'autre fait marquant de l'exercice écoulé à savoir la reprise de nos dépenses investissements. Ainsi **nos dépenses d'équipement propres s'accroissent de + 94 M€**, soit une progression de +26 % et pour l'ensemble des politiques publiques métropolitaines ; **nos dépenses d'investissement de 529 M€** dépassant même le niveau de réalisations moyen observé entre 2017 et 2019 de 527 M€.

Les principaux enseignements de l'exercice 2021 sont les suivants :

- Au global, tous budgets confondus, en mouvements réels consolidés :
 - Les **recettes totales** atteignent **1 697,85 M€** (+2,34 %), bénéficiant d'une dynamique des recettes fiscales indirectes (+5,45 %), des cessions d'actifs (+23,55 %)

et du rebond des recettes de transport de voyageurs TBM (+28,28 %). A noter par ailleurs la valeur des recettes fiscales directes en régression de 123,16 M€ (-35,56 %), sous le double effet de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de l'abattement de 50 % des valeurs locatives des locaux industriels. Ces deux mouvements ont néanmoins été compensés respectivement par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée et par une allocation compensatrice (qui progressent de +12,20 %).

- Par ailleurs, notre collectivité a moins emprunté qu'en 2020 (-80 M€, -38 %), ce qui influe aussi sur le niveau des recettes totales de l'exercice.

- Les **dépenses totales** s'élèvent à **1 584,70 M€** (+5,53 %), avec tout particulièrement des dépenses d'investissement (636,37 M€) en nette progression de +15,79 %, dont le programme d'équipement qui évolue à lui seul de +20,70 %. En revanche, les dépenses de fonctionnement (948,33 M€) se replient de -0,39 %.

- Le **résultat net de clôture**, quant à lui, s'établit à **86,68 M€, en hausse de 8,65 %** par rapport à 2020 (79,78 M€).

- Le niveau d'**épargne nette augmente significativement de 51,75 %** (227,48 M€) et la **capacité de désendettement** s'élève à 3,6 ans, en nette amélioration par rapport à 2020 (4,6 années) et très en deçà de celle anticipée lors des orientations budgétaires 2021 de 5,3 années.

• S'agissant des budgets annexes, le Budget annexe des Transports requiert toujours une grande vigilance, malgré une hausse forte de son résultat net +137,14 % (7,04 M€ vs 2,97 M€ en 2020) au regard de ces ratios financiers et des engagements à venir, avec :

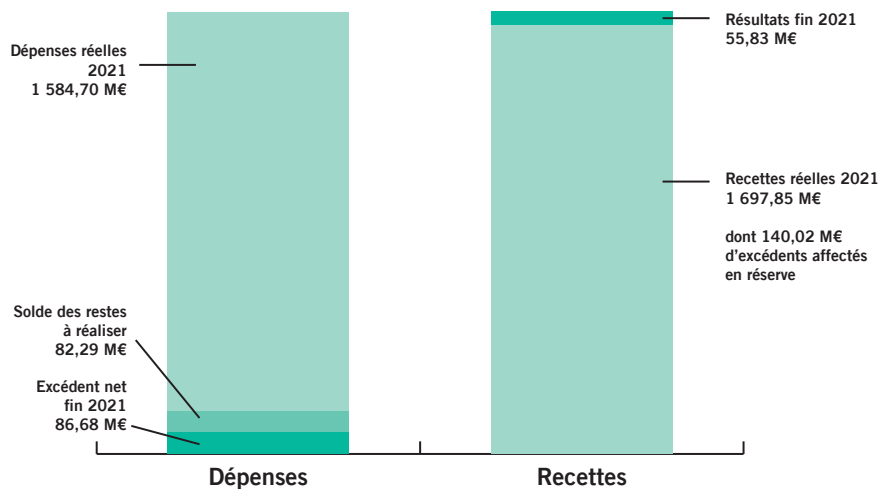
- Le financement de la valeur nette comptable de fin de contrat des biens immobilisés auprès du délégataire actuel à racheter à l'issue de la délégation de service public (DSP) en 2023 ;

- Au regard des objectifs du schéma des mobilités et de l'ancienneté de notre réseau : un futur contrat de DSP très volontariste et des projets d'investissement conséquents, mobilisant des ressources importantes ;

- Un encours de dette (531,90 M€) qui progresse de +10,72 % sur 2021 ;

- Et un remboursement d'ici 2030 de l'avance réalisée par l'Etat en 2020 (47 M€) pour compenser les pertes de recettes du fait de la crise sanitaire.

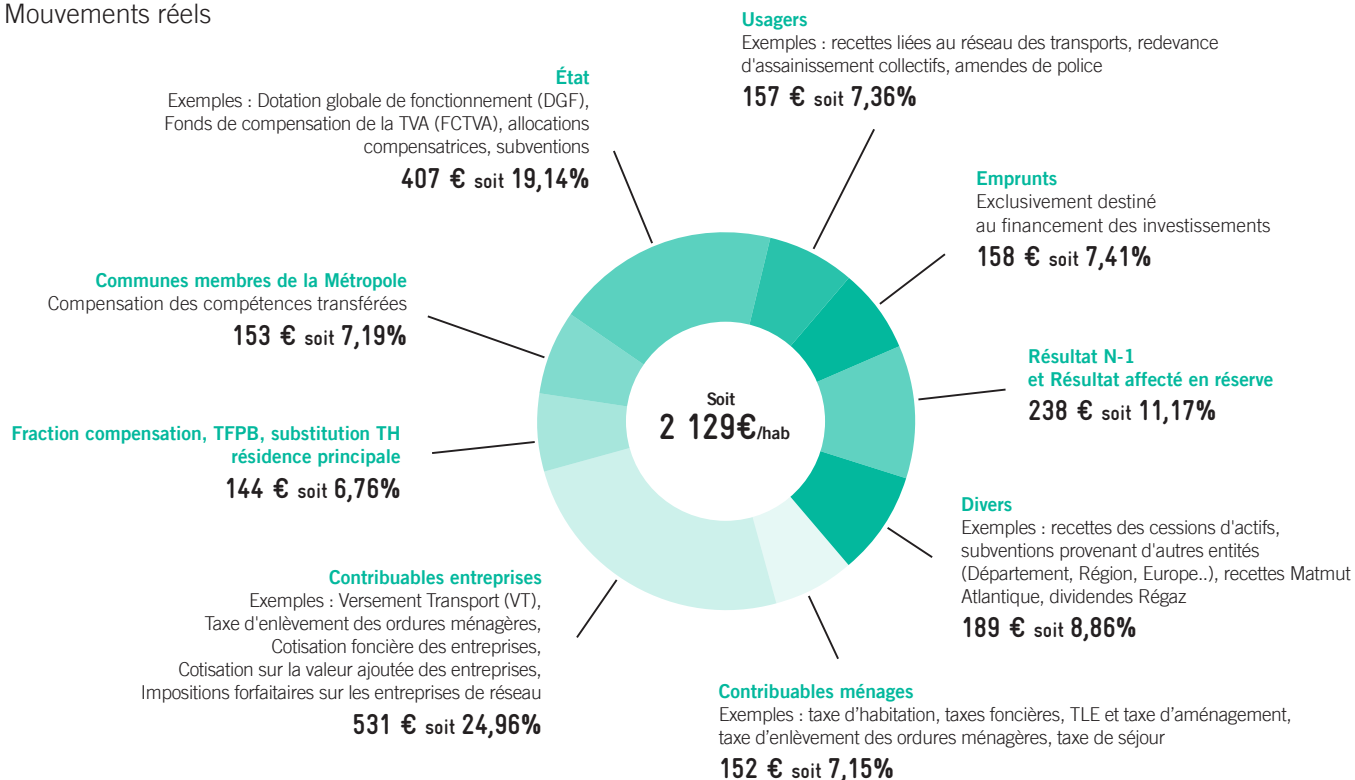
Masses budgétaires en flux réels consolidés du CA 2021 tous budgets confondus :



D'où viennent les recettes 2021 ?

Répartition des recettes 2021 (en % et en €/hab)

Mouvements réels

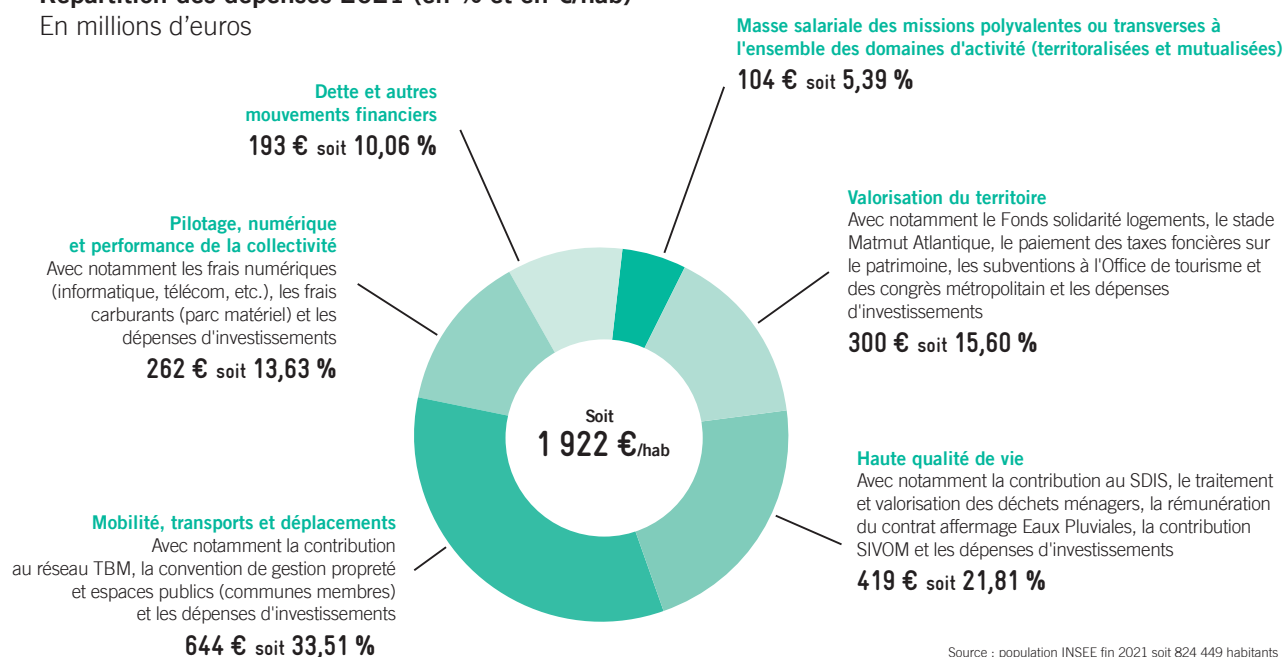


Source : population INSEE fin 2021 soit 824 449 habitants

À quoi ont servi les dépenses 2021 ?

Répartition des dépenses 2021 (en % et en €/hab)

En millions d'euros



> Des ratios de gestion qui s'améliorent sous l'effet de la reprise d'activités au sein de la Métropole, permettant ainsi de conforter une situation financière saine à fin 2021

| Principaux ratios de gestion en M€ (*) | 2020 | 2021 | ÉVOLUTION 2020/2021 EN % |
|--|----------------|----------------|--------------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actif) | 1 176,72 | 1 257,35 | 6,85 % |
| Dépenses réelles de fonctionnement hors Interêts de la dette | 934,93 | 931,53 | -0,36 % |
| Épargne de gestion | 241,79 | 325,81 | 34,75 % |
| Frais financiers | 17,15 | 16,80 | -2,05 % |
| Capacité d'autofinancement (Épargne brute) | 224,64 | 309,02 | 37,56 % |
| Remboursement en capital de la dette | 74,73 | 81,54 | 9,10 % |
| Épargne nette (disponible) | 149,91 | 227,48 | 51,75 % |
| Épargne nette / dépenses d'investissement hors dette | 31,57 % | 41,00 % | 29,87 % |
| Encours de dette au 31 décembre | 1 025,03 | 1 121,15 | 9,38 % |
| Capacité de désendettement (en années) | 4,56 | 3,63 | -20,49 % |

(*) montants arrondis

> Un résultat net en augmentation avec un volume de recettes qui atteint quasiment la barre des 1,70 Md€

Tous budgets confondus, hors résultats antérieurs reportés et hors mouvements d'ordre et mouvements inter budgets, les **recettes réelles totales progressent de 2,34%** en 2021 avec un montant annuel qui s'élève à **1,697 Md€**.

De leur côté, les dépenses réelles sont en hausse de +5,53% pour atteindre **1,584 Md€**.

Avec un excédent annuel de fonctionnement de 326,11 M€, un déficit en section d'investissement de -212,96 M€, et après prise en compte de l'excédent global à fin 2020 de 55,83 M€, le **résultat brut de clôture s'élève à 168,97 M€, en baisse par rapport à celui de fin 2020 (-26,88 M€)**, s'expliquant notamment par la reprise des dépenses d'investissement (+16,84%) et d'un moindre recours à l'emprunt (**130 M€** contre 210 M€ l'année précédente).

Après prise en compte des restes à réaliser¹, le **résultat net de clôture de l'exercice 2021 ressort, tous budgets confondus, à 86,68 M€**, en augmentation de +8,65% par rapport au résultat net fin 2020 (79,78 M€).

À noter par ailleurs que **les restes à réaliser n'intègrent aucun report d'emprunts**.

¹ Restes engagés fin 2021 dont les crédits seront reportés en 2022

1 697 847 732 € de recettes et
1 584 698 723 € de dépenses
en 2021

| En M€ (*) | 2020 | 2021 | EVOLUTION EN % |
|---|--------------|--------------|----------------|
| Recettes réelles globales (y compris l'excédent affecté en réserve) | 1 659,07 | 1 697,85 | 2,34 % |
| Dépenses réelles globales | 1 501,69 | 1 584,70 | 5,53 % |
| Résultat de l'exercice | 157,39 | 113,15 | -28,11 % |
| Résultat antérieur reporté | 38,46 | 55,83 | |
| Excédent brut fin d'exercice | 195,85 | 168,97 | -13,72 % |
| Solde des restes à réaliser (reports) | -116,06 | -82,29 | -29,10 % |
| Excédent net fin d'exercice | 79,78 | 86,68 | 8,65 % |

(*) montants arrondis

Ce résultat net intègre par ailleurs des situations très diverses selon les entités financières et se décompose de la manière suivante sur les principaux budgets de Bordeaux Métropole

| en millions d'euros (*) | Résultat brut fin 2021 | Restes à réaliser dépenses | Restes à réaliser recettes | Résultat net 2021 | rappel résultat net 2020 |
|--------------------------|------------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------|--------------------------|
| Budget principal | 79,04 M€ | 137,36 M€ | 70,74 M€ | 12,42 M€ | 14,62 M€ |
| Budget Transport | 10,85 M€ | 4,83 M€ | 1,01 M€ | 7,04 M€ | 2,97 M€ |
| Budget Assainissement | 27,85 M€ | 4,18 M€ | - | 23,67 M€ | 27,79 M€ |
| Budget Déchets ménagers | 41,71 M€ | 4,14 M€ | 0,00 M€ | 37,57 M€ | 28,06 M€ |
| Budget Réseau de chaleur | 0,87 M€ | 0,73 M€ | - | 0,15 M€ | 1,36 M€ |
| Autres budgets | 8,65 M€ | 13,50 M€ | 10,70 M€ | 5,85 M€ | 4,99 M€ |
| TOTAL | 168,97 M€ | 164,74 M€ | 82,45 M€ | 86,68 M€ | 79,78 M€ |

(*) montants arrondis

Le **résultat net du budget principal** est de **12,42 M€ fin 2021**, soit une baisse de **-15,07%** par rapport à 2020, impacté notamment par un moindre recours à la mobilisation d'emprunt avec 82 M€ (contre 150 M€ l'année précédente) et par le rebond des dépenses d'équipement de +58 M€ (+16,56%)

> Les effets de la crise sanitaire COVID-19

Depuis mars 2020, la Métropole fait face à une situation inédite de crise sanitaire, sans précédent, qui a bouleversé le fonctionnement et l'organisation tant des acteurs économiques, associatifs que des résidents et usagers métropolitains.

Tout au long de l'année 2021, le contexte sanitaire s'est amélioré progressivement, mais les effets de la crise, aussi bien s'agissant des répercussions sociales qu'économiques, ont continué à impacter les habitants et acteurs de notre territoire.

C'est pourquoi la Métropole a poursuivi ses efforts d'accompagnement et s'est mobilisée en 2021 avec un budget, aussi important que celui développé en 2020, de **28,8 M€** de dépenses en fonctionnement.

Le **volet majeur consiste en 23,97 M€ de subventions versées aux entreprises et associations** (dans le cadre du plan de soutien à l'économie de proximité puis du plan de relance métropolitain y compris la subvention complémentaire à l'Office de Tourisme et Congrès Bordeaux Métropole (OTCBM) 0,35 M€ et 0,17 M€ de subventions en soutien aux acteurs culturels) afin de sauvegarder les emplois et la valeur ajoutée créée sur notre territoire. Environ 11 700 structures (entreprises ou associations) ont pu être aidées sur l'exercice 2021.

De plus, **dans le cadre du soutien à l'économie et l'offre culturelles** qui visait d'une part à contribuer à la poursuite de la production et de la création artistique et d'autre part à soutenir la diffusion pour assurer le maintien d'une offre culturelle aux publics, une enveloppe **0,77 M€** a été allouée comme suit : 230 000€ de soutien supplémentaire aux manifestations culturelles des territoires ; 150 k€ pour renforcer l'offre de rdv artistiques de l'Été métropolitain 2021 ; 400 k€ en soutien à la filière cinéma : opération « Tous au cinéma ! » en avril 2022 (AMI lancé et engagements contractualisés en 2021). En ajoutant les subventions aux acteurs culturels c'est donc 1 M€ qui a été engagé pour soutenir ce secteur.

Par ailleurs, **2,88 M€ de charges sont directement liées à la gestion de la crise COVID-19**, et notamment celles de la location pour l'installation du **centre de vaccination au Parc des expositions de Bordeaux Lac**, pour 2,2 M€, ainsi que l'achat de fournitures d'entretien, de petit équipement (comme du gel, des masques, des lunettes, des séparateurs en plexiglass, etc.), des frais de télécommunications et de nettoyage à hauteur de 0,67 M€.

En outre, ce contexte exceptionnel a nécessité de mobiliser **des moyens humains dédiés** pour mettre en œuvre ce mégacentre de vaccination soit **1,17 M€ supplémentaires** (dont +1 M€ de rémunérations de personnels temporaires).

À l'inverse, la **reprise progressive des activités au sein de la Métropole a eu un effet positif sur les recettes de l'Établissement**. Notamment le secteur des transports en commun a enregistré un rebond des recettes tarifaires TBM (74,4 M€) qui enregistrent +16,41 M€ supplémentaires entre 2020 et 2021 (même si les recettes 2019 (83 M€) ne sont pas encore retrouvées), et sur le secteur touristique avec la taxe de séjour métropolitaine de nouveau en progression (5,61 M€ et +68 % par rapport à 2020) avec la reprise des activités tant de tourisme d'affaires et que de loisirs.

Il convient de souligner que du point de vue des autres recettes fiscales, au regard des modalités de collecte et reversement, les effets de la crise impactent le produit 2022 même si, au regard des notifications reçues au 1^{er} trimestre, les pertes devraient être moindres qu'anticipées lors de la préparation du Budget. **Ainsi la perte d'impôts économiques de -10 M€ chiffrées au Budget 2022 se réduirait à -4,4 M€** (+4,6 M€ de contribution foncière des entreprises (CFE) et +1 M€ de contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)) et sans intégrer la hausse de compensation CFE de +1,7 M€ ; sachant que le versement mobilité avait quant à lui retrouvé son dynamisme dès 2021, +11 M€ soit +5,8 %. Ces améliorations, notamment s'agissant des entreprises disposant des plus petits chiffres d'affaires (inférieur à 500 K€), forment probablement un effet bénéfique immédiat des plans de soutien développés par l'ensemble des acteurs publics État, Région Nouvelle-Aquitaine et notre Établissement donc **pour assurer la solidité du tissu économique et lui permettre de rebondir au mieux**.

> Des recettes de fonctionnement qui repartent à la hausse, malgré des dotations d'État qui continuent de diminuer

Les recettes réelles de fonctionnement, hors excédent antérieur reporté, s'élèvent au total à **1 274,44 M€**, contre 1 190,54 M€ en 2020, soit une augmentation de 7,05%.

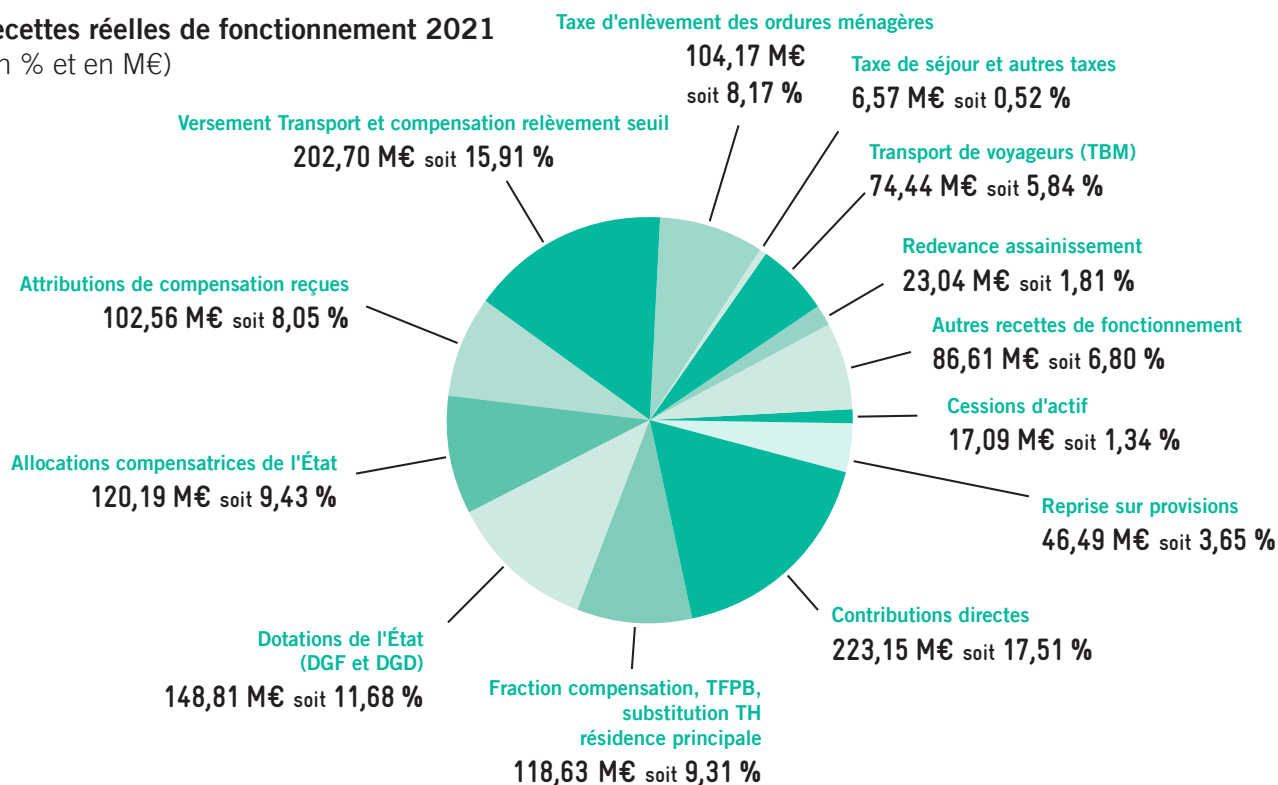
Hors cessions d'actif (17,09 M€) et hors reprises de provisions (46,49 M€)², elles s'élèvent à 1 210,86 M€

et **augmentent de +3,23%** (1 173 M€ en 2020), s'expliquant essentiellement par une dynamique des ressources fiscales consolidées et le rebond des recettes transport de voyageurs TBM.

² Ces recettes présentant un caractère non récurrent sont toujours retraitées pour analyser la robustesse des épargnes.

Ventilation des recettes de fonctionnement (1 274,44 M€) en 2021

Recettes réelles de fonctionnement 2021 (en % et en M€)



Progression des ressources fiscales, mais des dotations qui poursuivent leur baisse

Hors attributions de compensations reçues, les recettes fiscales de la Métropole comprennent les contributions directes, la fraction de TVA (en remplacement de la Taxe d'habitation sur les résidences principales - THrp), la fiscalité indirecte et autres fiscalités, les allocations compensatrices versées par l'Etat ainsi que la fiscalité affectée.

Les contributions directes proviennent de la **fiscalité dite « économique »**, perçue sur les entreprises, avec la cotisation foncière des entreprises (CFE), la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), les Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER), la Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), et la **fiscalité dite « ménages »** perçue essentiellement sur les particuliers avec la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux non affectés à l'habitation principale (THRSAL), la Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et la Taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TA-TFPNB).

À compter de 2021, avec la suppression de la Taxe d'habitation sur les résidences principales (THrp), Bordeaux Métropole perçoit une **fraction de TVA nationale**. Cette fraction de TVA versée en 2021 correspond au produit de THrp 2020 de Bordeaux Métropole (y compris les rôles supplémentaires perçus en 2021 au titre de 2020).

À compter de 2022, Bordeaux Métropole verra le montant de cette fraction de TVA évoluer de la dynamique de TVA effective entre 2021 et 2022.

La fiscalité indirecte et les autres fiscalités regroupent la Taxe de séjour, le reversement du prélèvement sur les jeux et les paris hippiques ainsi que l'affectation à la Métropole du prélèvement opéré sur les communes pour insuffisance de logements sociaux (article 55 de la loi Solidarité renouvellement urbain - SRU).

Les allocations compensatrices versées par l'État sont réparties entre les allocations « ancien régime » avec les compensations relatives à la Contribution économique territoriale (CET), aux taxes foncières sur les propriétés non bâties et, à compter de 2021, la compensation de CFE suite à l'abattement de 50 % de la valeur locative des locaux industriels, les allocations compensatrices « nouveau régime » avec la Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et le Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

La Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ainsi que le Versement mobilité (VM) constituent la **fiscalité « affectée »** perçue par la Métropole.

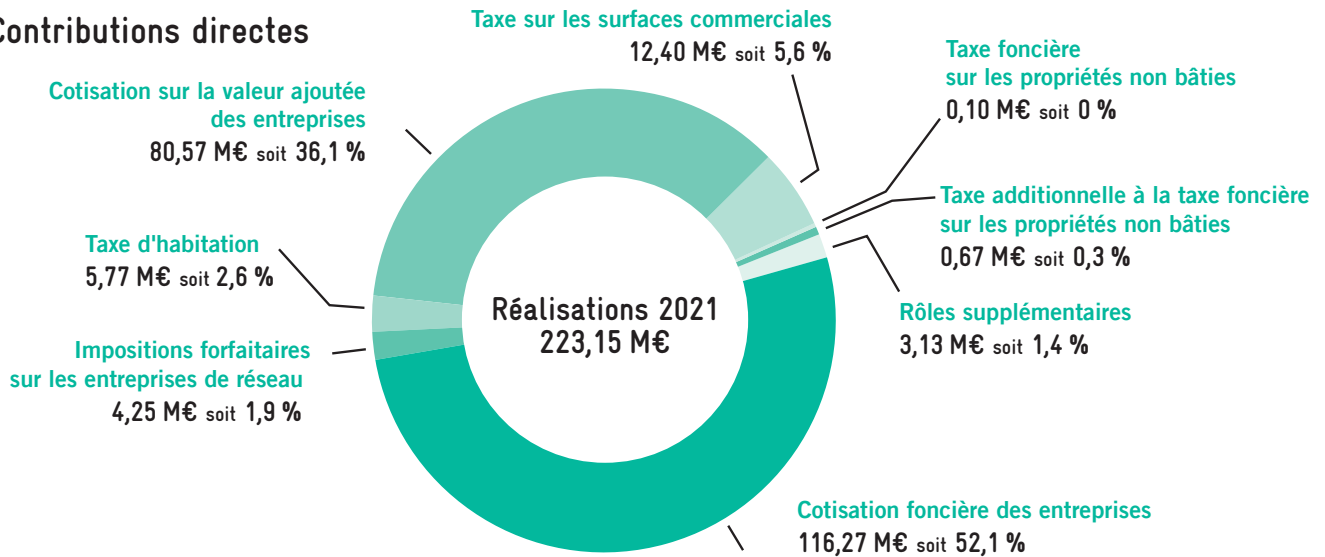
Par ailleurs, au titre des **dotations versées par l'État**, Bordeaux Métropole perçoit la Dotation globale de fonctionnement (DGF), la Dotation générale de décentralisation (DGD) « transports scolaires » et la DGD Médiathèque.

| Recettes fiscales et dotations (en M€) | 2020 | 2021 | Évolution de 2020 à 2021 (réalisé) | |
|--|---------------|---------------|------------------------------------|-----------------|
| | Réalisé | Réalisé | en valeur | en % |
| Contributions directes (CFE, CVAE, IFER, TASCOM, TH, TFPNB, TA-TFPNB et rôles supplémentaires) | 346,31 | 223,15 | -123,16 | -35,56 % |
| Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale | 0,00 | 118,63 | 118,63 | - |
| Fiscalité indirecte et autres fiscalités (Taxe de séjour, jeux et paris hippiques et prélèvement SRU) | 4,41 | 6,57 | 2,16 | 48,98 % |
| Allocations compensatrices versées par l'État | 107,12 | 120,19 | 13,07 | 12,20 % |
| Fiscalité affectée (TEOM, rôles supplémentaires de TEOM, VT et compensation VT) | 292,82 | 306,87 | 14,05 | 4,80 % |
| Dotations (DGF et DGD) | 150,45 | 148,81 | -1,64 | -1,09 % |
| Total des recettes fiscales et dotations | 901,11 | 924,22 | 23,11 | 2,56 % |

En 2021, **les contributions directes s'élèvent à 223,15 M€**. Elles ont diminué de **-35,56%**, soit en valeur **-123,16 M€**. Cela s'explique essentiellement par : la **suppression de la Taxe d'habitation résidence principale** (suppression THrp-109,94 M€), l'**abattement de 50% des valeurs locatives des locaux industriels**

(-19,31 M€), la **revalorisation des bases et les évolutions tarifaires sur les locaux professionnels** (+0,73 M€), la **variation physique des bases nette positive** (+3,73 M€), le **produit de CVAE** (+1,36 M€) et des **rôles supplémentaires** (3,13 M€).

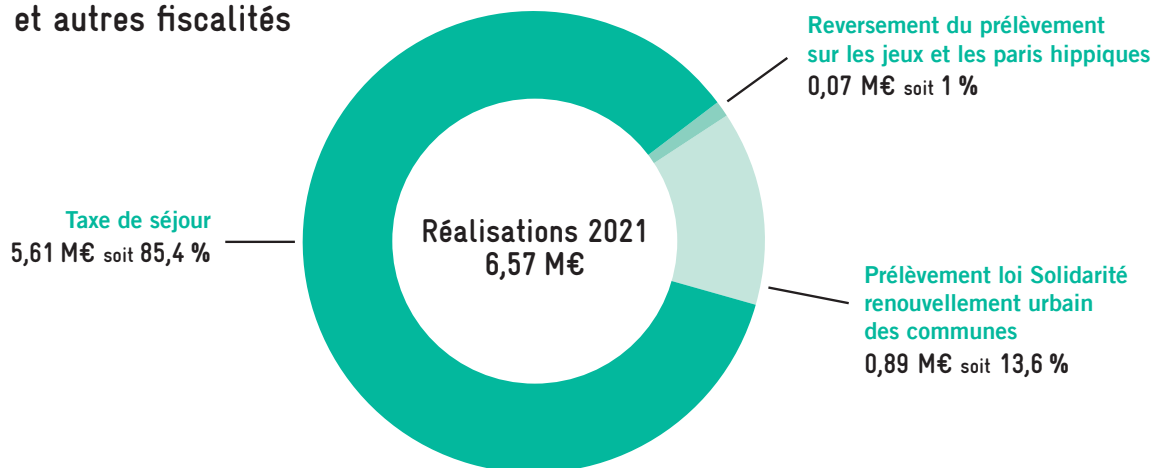
Contributions directes



Les produits de la **fiscalité indirecte** représentent **6,57 M€** en 2021 soit une progression de **+2,15 M€ (+48,75%)**, dont **2,27 M€ de Taxe de séjour** supplémentaire.

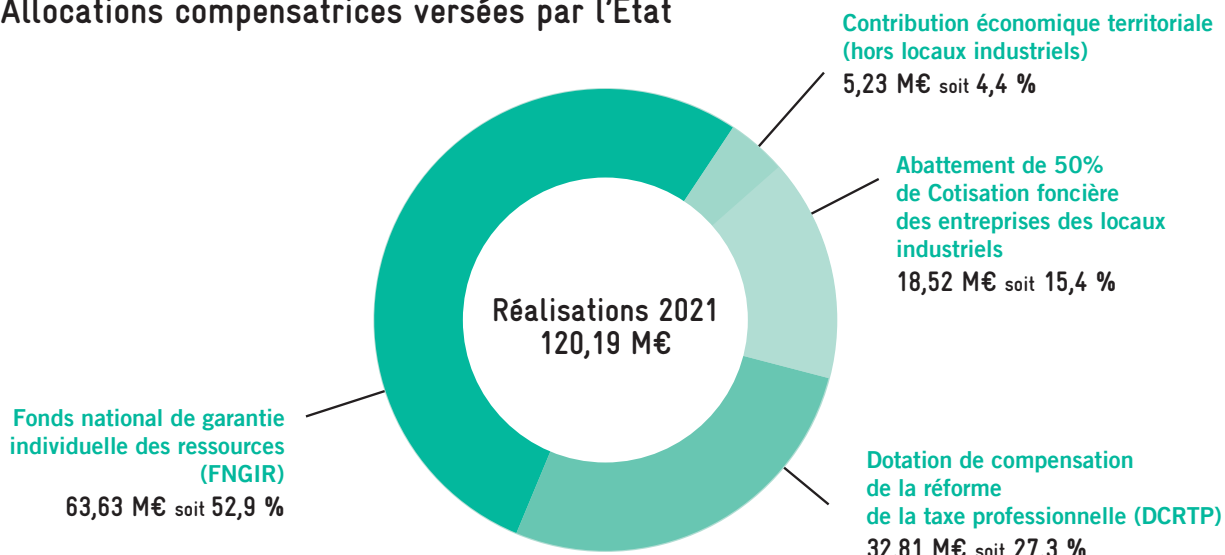
Cette augmentation traduit une reprise partielle de l'activité touristique, qui fait suite à une année 2020 profondément impactée par la crise Covid-19.

Contributions indirectes et autres fiscalités



Les **allocations compensatrices** versés par l'État s'élèvent au total à **120,19 M€**, en hausse de **+12,20 %** avec comme éléments majeurs en 2021 : la suppression de la **compensation d'exonération de Taxe Habitation pour les personnes de condition modeste** (-6,02 M€) et à l'inverse la perception sans minoration de **la compensation de CFE au titre de l'abattement de 50 % des locaux industriels** (+18,53 M€).

Allocations compensatrices versées par l'État



Le Versement Transport (VT)

Sur la base du taux de 2 % qui s'applique depuis 2011 sur le territoire de la métropole, le produit du VT s'élève en 2021 à 201,70 M€ et la compensation versée par l'État pour relèvement du seuil d'assujettissement de 9 à 11 salariés à 1 M€, **soit un produit total de 202,70 M€**, en hausse de 6,24 % par rapport à 2020.

Versement Transport
202 699 835 €,
 en augmentation de **+6,24 %**

La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)

En 2021, le produit de la TEOM s'est élevé à **104,17 M€**, contre 102,03 M€ en 2020, soit une **progression de +2,10 %** (+2,68 % en 2020).

Cette **progression de +2,14 M€** découle essentiellement de l'effet cumulé de la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales des locaux professionnels pour 0,19 M€, et de la variation physique des bases servant d'assiette à cette taxe pour +1,71 M€.

Recette TEOM: 104 167 416 €,
 en hausse de **+2,10 %**

Des dotations de l'État en baisse continue

Le produit des dotations versées par l'État en 2021 représente au total **148,81 M€**, dont 144,77 M€ de Dotation globale de fonctionnement (DGF) et 4,03 M€ de Dotations générales de décentralisation (DGD) « transports scolaires » et « médiathèques ». **Ces dotations diminuent de -1,10%** par rapport au total versé en 2020 (150,45 M€).

Hors attributions de compensations de fonctionnement reçues, dans l'ensemble contributions directes/ Dotation globale de fonctionnement, la part de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) diminue, passant de 37,52 % en 2015 à 29,75 % en 2021, ce qui traduit une moindre dépendance de la Métropole vis-à-vis des dotations de l'État et la baisse du soutien de l'État malgré le dynamisme de sa population.

La baisse de la DGF s'élève à -1,91 M€, elle se décompose essentiellement en :

- **Une progression** nette de la **Dotation d'intercommunalité de +0,37 M€** du fait essentiellement de la dynamique de population (+10 511 habitants DGF).
- **Une minoration** de la **Dotation de compensation de -2,28 M€** soit une **perte cumulée en flux de 24,08 M€ depuis 2012**. Comme les années précédentes, cette minoration finance la péréquation horizontale, en abondant principalement les Dotations de solidarité urbaine et Dotation de solidarité rurale.

Rebond des recettes du réseau TBM

Au budget annexe Transports, les **recettes de transport de voyageurs³ (réseau TBM)** exécutées s'établissent à **74,44 M€** (y compris les soldes des rattachements de produits), soit une forte augmentation de +28,28 % par rapport au montant qui avait été exécuté au compte administratif 2020 (**58,03 M€**). Après une période difficile de crise sanitaire durant laquelle la baisse de fréquentation générale des services de transports conjuguée aux mesures tarifaires exceptionnelles prises sur 2020 (gel des tarifs et remboursement des abonnements mensuels des mois d'avril et mai) avaient impacté très significativement les recettes à la baisse, l'année 2021 marque un retour de l'activité économique y compris de celle des transports en commun qui en bénéficie pleinement.

Le **montant définitif des recettes tarifaires du réseau TBM arrêté à l'issue des opérations de clôture annuelle des comptes 2021** de la délégation de service public de transport de personnes s'établit à **70,27 M€**, y compris les effets de la tarification solidaire mise en œuvre à compter du 1^{er} septembre dont les impacts sont chiffrés à 965 K€ pour 2021.

Pour mémoire, le montant définitif des recettes tarifaires (hors recettes annexes) s'élevait en 2020 à 54,55 M€, ce qui porterait la hausse à +28,81 % entre 2020 et 2021.

Ainsi, au regard des écritures passées en 2021 au titre des soldes 2020, des recettes versées et de l'estimation de décembre, il conviendra de régulariser sur l'exercice 2022 un différentiel de recettes de -1,7 M€.

Dès lors, le ratio de couverture réel des dépenses d'exploitation 2021 (256,39 M€⁴) par les recettes tarifaires du réseau sera de 27,41 % pour 2021 (23,98 % en 2020).

Recettes du réseau TBM: 74 437 983 €
en progression de +28,28%

Des reprises de provisions en forte progression

Les reprises de provisions progressent très fortement avec **46,49 M€** au cours de l'exercice 2021 (3,71 M€ en 2020), dont principalement :

- Une reprise de la provision « soulte plomb » de **31,88 M€** pour le règlement de la reprise en valeurs nettes comptables des renouvellements des branchements effectués entre 2006 et 2013 par le concessionnaire du service public de l'eau
- Une reprise des provisions pour risques et charges d'un montant de **8,83 M€**, constituées en 1998 à hauteur de 1,4 M€ liées à des indemnités à verser dans le cadre du projet de Transport commun en site propre (TCSP) et en 2014 à hauteur de 7,4 M€ en prévision des négociations entamées début 2015 avec le délégataire Kéolis dans le cadre de la DSP des transports 2009-2014

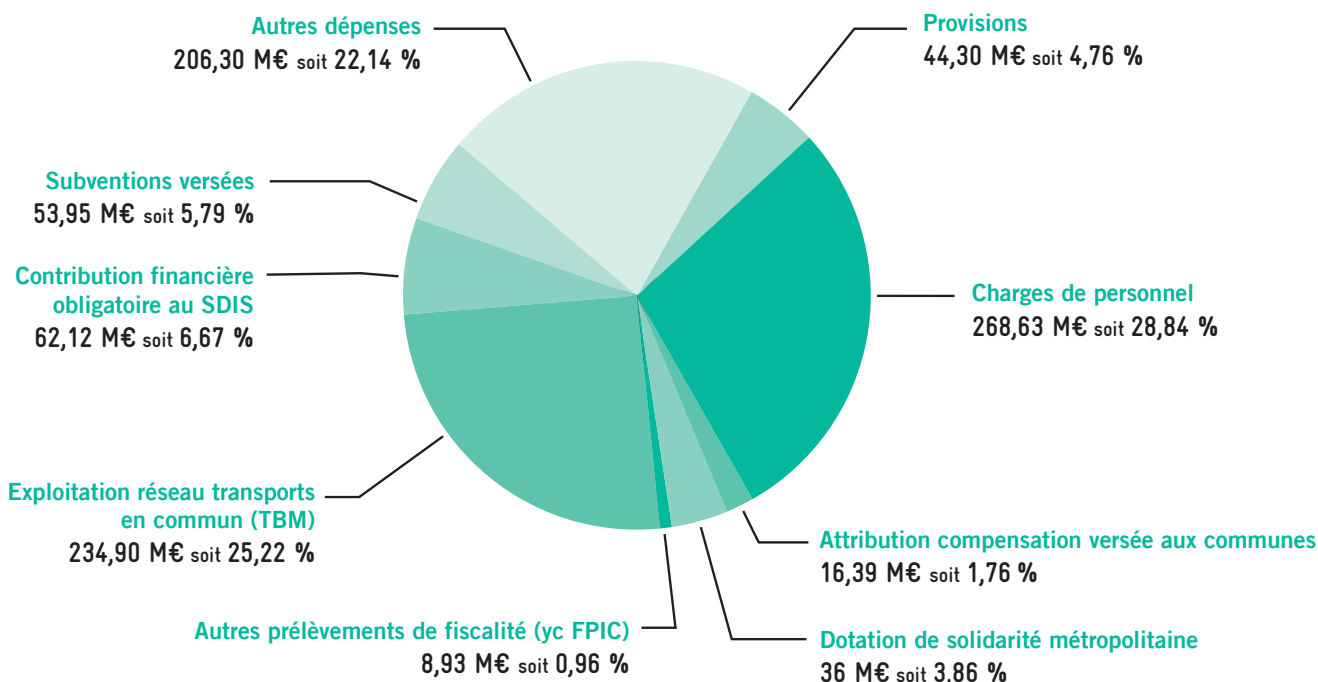
³ L'année 2021 demeure une année particulière puisque l'économie contractuelle a été impacté par les incidences techniques et financières liées à la crise sanitaire de la pandémie COVID-19, dans une moindre mesure que l'année exceptionnelle de 2020 néanmoins (neutralisation de 50% du malus constaté sur l'intéressement aux recettes tarifaires de 2021).

⁴ Y compris le remboursement de la Contribution économique territoriale (CET)

> Des dépenses de fonctionnement en léger recul

Hors frais financiers (16,80 M€), elles s'élèvent à **931,53 M€** en léger recul (-0,36 %) par rapport à l'année précédente. En effet l'effort de mobilisation de ressources pour doter le territoire des moyens permettant aux différents acteurs de se prémunir et rebondir en sortie de crise s'est poursuivi en 2021 dans les mêmes proportions. Ainsi, si 29 M€ avaient été mobilisés en 2020, ce sont **28 M€** qui ont été mis en œuvre en 2021 avec notamment **24 M€ d'aides accordées au titre du Plan de relance métropolitain** et **4 M€ de charges diverses** dont 3,5 M€ pour le mégacentre de vaccination métropolitain du Lac.

Ventilation des dépenses de fonctionnement hors frais financiers (931,53 M€)



Des charges de personnel en hausse de +2,57 %

Les **charges de personnel** se sont élevées à **268,63 M€** en 2021, + 6,7 M€ par rapport à 2020, soit une progression maîtrisée + **2.57 %**. Elles représentent **28,33 % des dépenses réelles de fonctionnement** de l'Établissement (27,51 % en 2020).

L'année 2021 est marquée par une moindre augmentation des dépenses de personnel par rapport aux exercices antérieurs notamment expliquée par l'absence d'intégration de nouveaux agents communaux dans le cadre de nouveaux cycles de mutualisation.

Le budget 2021 s'est néanmoins exécuté dans un contexte sanitaire exceptionnel nécessitant la mobilisation de moyens inédits pour permettre la création et le fonctionnement du centre de vaccination contre la Covid-19 sur 7 mois de l'année et ainsi couvrir la population de l'aire métropolitaine.

Une augmentation significative **des crédits dédiés aux recrutements de personnels temporaires a ainsi été opérée à hauteur de +1 M€** en sus des ressources humaines pérennes de la Métropole mobilisées à cette opération.

Les effectifs permanents rémunérés ont progressé de manière plus contenue que les années précédentes avec **+59 ETP** (augmentation de +1,1 %), principalement au sein de la Direction Générale des Territoires ainsi que la Direction Générale Haute Qualité de Vie (et tout particulièrement la Direction Prévention et Gestion des Déchets).

En dehors de l'évolution du périmètre de compétences, la masse salariale a été impactée notamment par les mesures suivantes :

- L'accroissement du **Glissement vieillesse technicité** (GVT) à hauteur de +0,92 %, qui s'est élevé à 2,5 M€,
- **L'ultime volet de la réforme « modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations »** (dite PPCR) ainsi que par la revalorisation du **SMIC** en fin d'exercice de +2,2 %
- L'engagement de notre Établissement en matière de **politique d'insertion**, notamment en matière **d'apprentissage** en consacrant près de 1,2 M€ à ce dispositif (Progression de +5 %).
- **L'obligation réglementaire d'emploi des personnes en situation de handicap**, avec un taux d'emploi direct de bénéficiaires de l'obligation d'emploi présents dans l'effectif au 31 décembre 2021 à hauteur de 6,76 %,

représentant 367 agents, supérieur au taux d'emploi minimum établi à 6 %.

- En matière de **prévoyance-mutuelle**, le dispositif proposé aux agents de Bordeaux Métropole a connu une évolution de près de 382 K€ en 2021 pour la part employeur.

Comme l'année précédente, l'année 2021 se caractérise par une crise sanitaire ayant des **impacts forts sur l'absentéisme**, avec un taux d'absentéisme pour raison médicale qui continue de croître de façon importante sur 2021 pour atteindre 9,09 % contre 8,47 % en 2020.

Bordeaux Métropole obtenu en 2019 les labels « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité » délivrés par l'Association française de normalisation (Afnor). Une nouvelle visite d'évaluation a eu lieu en début d'année 2021 confirmant l'action positive des 3 entités en faveur de l'égalité. Le renouvellement de la labellisation doit avoir lieu deuxième semestre 2022.

Bordeaux Métropole assure son rôle de redistribution

Les **dépenses dites de « redistribution » brutes** de fonctionnement, composées des reversements au titre de l'Attribution de compensation (**AC**), de la Dotation de solidarité métropolitaine (**DSM**), s'élèvent à **52,39 M€** (contre 51,84 M€ en 2020), dont **16,39 M€ au titre des AC** en fonctionnement et **36 M€ de DSM** versées aux communes par Bordeaux Métropole.

En y intégrant également la part métropolitaine du Fonds de péréquation intercommunal et communal (**FPIC**) de **8,67 M€**, **les dépenses brutes totales de redistribution s'élèvent à 61,06 M€** (pour 60,71 M€ en 2020). Elles représentent **6,55 % des dépenses hors frais financiers** (contre 6,49 % en 2020).

Concernant les AC, **les mécanismes financiers mis en place dans le cadre de métropolisation ont conduit la majorité des communes à verser une AC à la Métropole à compter de 2016, alors qu'elles en recevaient une jusqu'en 2015**. En 2021, Bordeaux Métropole a reçu de 19 communes une AC en fonctionnement de 102,56 M€, et inversement, a payé 16,39 M€ d'AC aux 9 autres communes, soit une recette nette d'AC en fonctionnement de 86,17 M€ reçue par notre Établissement.

En déduisant des dépenses brutes de redistributions totales versées (61,06 M€) les AC de fonctionnement reçues des communes (102,56 M€), **Bordeaux Métropole a reçu en 2021 un montant net qui s'élève en définitive à +41,5 M€**.

S'agissant de la **DSM (36 M€)**, elle progresse de **+1,61 % par rapport à l'année précédente, et représente l'équivalent de 43,70 €/hab versés en 2021**.

Une métropole solidaire de ses communes : **43,70€ / hab** reversés par Bordeaux Métropole en 2021 aux communes membres au titre de la Dotation de solidarité métropolitaine (DSM)

Concernant le **FPIC**, le prélèvement opéré sur l'ensemble intercommunal (28 communes + Bordeaux Métropole) s'est élevé à **-14,50 M€** (-14,82 M€ en 2020), **dont -8,67 M€ mis à la charge de Bordeaux Métropole** (-8,87 M€ en 2020) et **-5,82 M€** à celle des communes membres (-5,95 M€ en 2020).

Par ailleurs, le droit commun exonère de contribution les communes les plus fragiles. En 2020, cette exonération est totale pour toutes les communes en Dotation de solidarité urbaine cible (DSU cible) et les 2 500 premières communes à la Dotation de solidarité rurale cible (DSR cible). **Bordeaux Métropole a ainsi pris en charge intégralement les contributions au FPIC des communes de Cenon** (-0,19 M€), **Floirac** (-0,12 M€) et **Lormont** (-0,18 M€) du fait de leur éligibilité à la DSU cible, soit un montant total de **-0,49 M€ intégré dans ce prélèvement de -8,67 M€**.

Une métropole solidaire contribuant à la péréquation nationale en faveur des territoires disposant de moins de ressources : **8,67 M€** reversés

Des dépenses du réseau TBM en diminution

Au titre de la gestion du **réseau des transports en commun**, les mouvements relatifs à la **Contribution forfaitaire d'exploitation (CFE et CET) versée** au délégataire TBM, comptabilisés sur l'exercice 2021 s'établissent à **234,90 M€**. Ce montant sera corrigé dans le cadre des écritures de régularisation qui interviendront après la présentation de l'arrêté des comptes de 2021 d'autant que sera également finalisé l'arrêté des comptes 2020 et le traitement des charges pendant la crise sanitaire.

Ainsi le **forfait de charges provisoire s'élève en 2021 à 244,25 M€** pour 241,46 M€ en 2020 et forme le 2e poste de dépenses de fonctionnement après les dépenses de personnel. En première lecture, l'impact comptable de l'exploitation du réseau diminue de **-5,25%** par rapport au montant exécuté en 2020 de 247,91 M€.

Une contribution obligatoire au budget du SDIS encadrée par la loi

Concernant la défense contre l'incendie, la **contribution obligatoire au SDIS** (service départemental d'incendie et de secours de la Gironde) s'est élevée à **62,12 M€**. Elle augmente de +1,17 % par rapport à 2020 (61,41 M€).

Des dispositifs de soutien aux acteurs économiques qui continuent d'impacter sur le volume des subventions versées

Le montant des **subventions versées aux organismes publics et aux associations** a fortement augmenté (+14,86 %) à hauteur de **53,95 M€** par rapport aux versements de 2020 (39,09 M€).

Cette progression s'explique en grande partie par le **Plan de relance métropolitain** mis en œuvre en 2020 pour soutenir les acteurs économiques pour faire face à la crise sanitaire, dont les versements ont augmenté de 11 M€ en 2020 à **24 M€ en 2021**.

En 2021, Bordeaux Métropole a réceptionné **597 demandes de subventions** pour une aide au fonctionnement ou à l'organisation de manifestations et actions spécifiques, soit une baisse de 30 % par rapport à 2020 (848 demandes). Cette baisse est liée à la fin des nombreux dispositifs de soutiens exceptionnels mis en place en 2020 dans le cadre du Fonds d'urgence aux associations pour faire face aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire.

En 2021, les **subventions aux organismes de droit privé associations, entreprises et particuliers (41,58 M€) représentent 77 % des subventions de fonctionnement mandatées sur l'exercice**. Le montant des subventions versées aux associations en 2021 s'élève à 19 M€, que ce soit au titre d'acomptes de subventions attribuées en 2021 ou de soldes de subventions versées antérieurement. Elles sont en baisse de 5 % par rapport à 2020 (20,07 M€ en 2020).

Les subventions aux entreprises représentent une part importante (près de 42 %) sur cet exercice en lien direct avec les objectifs du Plan de relance métropolitain mis en œuvre fin 2020 pour aider les entreprises et les associations après la crise sanitaire et le dispositif d'aide à la transition des TPE qui a démarré en juin 2021 (au global 22,39 M€ en 2021 contre 10,95 M€ en 2020). Ces montants incluent également les subventions versées en 2021 à CEB (Congrès Expositions Bordeaux) pour un total de 2,6M€.

Environ 11 700 structures (entreprises ou associations) ont pu être aidées sur l'exercice 2021.

Les dépenses courantes de fonctionnement qui sont en repli

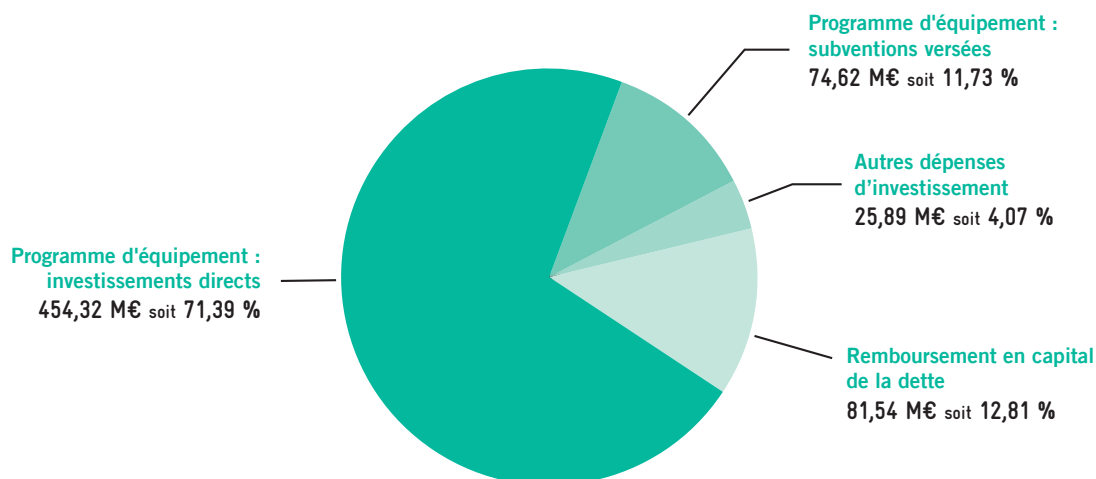
Tous budgets confondus, les **dépenses courantes de fonctionnement** (énergie, fournitures, prestations de services, locations, entretien, maintenance, honoraires, gardiennage...), s'élèvent à **146,63 M€**. Elles sont en baisse de **-0,93%** par rapport à 2020 (148,01 M€).

Parmi ces dépenses, figurent, **21,46 M€ de dépenses d'énergie, de fluide et de fournitures, 38,24 M€ de prestations d'entretien et de réparation, 9,68 M€ de remboursement de frais** dont 8,4 M€ remboursés aux communes dans le cadre des conventions de délégation de service pour l'exercice des missions propreté, plantations et mobilier urbain, **11,13 M€ de locations et charges locatives** parmi lesquelles un montant de 2,12 M€ de locations du Parc des expositions de Bordeaux Lac payés pour le méga centre de vaccination.

> Les dépenses réelles d'investissement en hausse, sous l'effet d'une reprise du programme d'équipement

En 2021, le montant total des dépenses d'investissement repart à la hausse avec **636,37 M€**, soit une augmentation de **+15,79%** par rapport à l'année dernière.

Ventilation des dépenses d'investissement (636,37 M€) :



Hors remboursement de la part en capital de la dette (81,54 M€ en 2021 contre 74,73 M€ en 2020), les **dépenses d'investissement** représentent **554,83 M€**, en progression de **+16,84%** (contre -17,22% l'année précédente), provenant principalement d'une dynamique du programme d'équipement⁵ (+20,70%) porté avant tout par les dépenses d'équipement propres qui progressent à elles seules de +26,07%.

Les **dépenses réelles d'équipement**, y compris les subventions d'équipement et fonds de concours, s'élèvent à **528,94 M€** (438,24 M€ en 2020), ce qui représente une hausse en volume de 90,70 M€, (soit +20,70%).

Après une année 2020 marquée par une chute des réalisations sous le double effet de la crise sanitaire et de la fin progressive des travaux de la phase 3 du tramway, le niveau des investissements réalisés marque le début du rattrapage de calendrier.

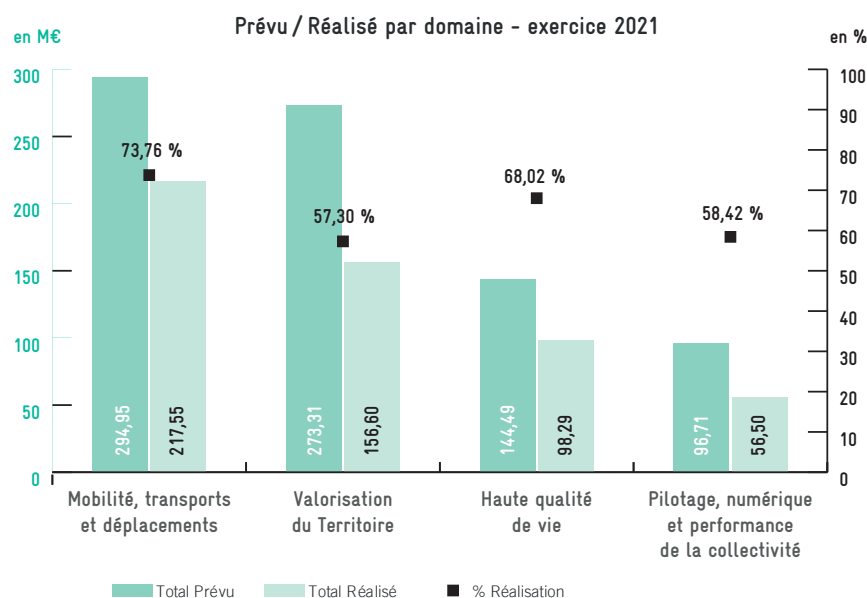
⁵ Les dépenses d'équipement regroupent les chapitres 20,21, 204 et 23.

La réalisation des crédits votés

Le **pourcentage des crédits mandatés** ressort à **65,34%** en 2021, en légère contraction de **-0,16 point** par rapport à 2020 qui était de 65,50%. Ce taux cache toutefois des situations très contrastées selon la nature des dépenses.

Ainsi le **taux de réalisation des investissements directs** progresse à **67,15%**, soit **+0,76 point**, quand le taux de réalisation **des investissements indirects** marque **un fléchissement (56,16% en 2021** contre 61,66% en 2020). Même si notre Établissement a peu de maîtrise sur les appels de fonds de ces participations, il n'en demeure pas moins que leur évolution vient impacter à la baisse le taux de réalisation 2021.

Au cours de l'exercice 2021, tous budgets confondus, le taux de réalisation de **65,34 %**, se répartit par grande politique de Bordeaux Métropole de la manière suivante :



• **Dépenses d'équipement en 2021 : 528 937 818 €**

• **2,90 Md€** de dépenses d'équipement mandatées depuis 2016

Le programme d'équipement par grande politique

| En millions d'euros | Montants réalisés 2021 | Part du réalisé dans le total 2021 en % |
|---|------------------------|---|
| Haute qualité de vie | 98,29 | 18,58 % |
| Pilotage, numérique et performance de la collectivité | 56,50 | 10,68 % |
| Mobilité, transports et déplacements | 217,55 | 41,13 % |
| Valorisation du Territoire | 156,60 | 29,61 % |
| TOTAL | 528,94 | 100 % |

Durant l'exercice 2021, près de 71 % (77 % l'année précédente) des dépenses du programme d'équipement, investissements directs et indirects confondus, se sont concentrées sur 2 domaines d'activité, à savoir :

- La politique **Mobilité, transports et déplacements** avec plus de **41 % des dépenses d'équipement 2021** (217,55 M€),
- La politique **Valorisation du territoire**, cumulant quasiment **30 % des dépenses d'équipement** (156,60 M€).

Mobilité, transports et déplacements (217,55 M€)

Les **transports en commun** concentrent près de 40 % des investissements 2021 du domaine, soit **86,53 M€** (71,33 M€ en 2020), avec principalement :

- **39,13 M€** pour la poursuite du projet d'extension de la ligne A du tramway vers **la zone aéroportuaire**
- **9,64 M€** pour les travaux de **restructuration du dépôt de bus Lescure**
- **5,63 M€** pour le projet de **Bus express entre Saint-Aubin de Médoc et la gare de Bordeaux**
- **5,24 M€** pour solder le paiement du **matériel roulant tramway phase 3**
- **3,92 M€** de dépenses liées à des aménagements de voiries permettant **l'optimisation de circulation des bus**
- **3,25 M€** pour financer les **opérations de maintenance** nécessaires au bon fonctionnement du tramway
- **3,12 M€** destinés à la création d'un **site de remisage, dépôt de bus provisoire**, rue Vaquier à Bordeaux
- **2,05 M€** d'avance consentie à Euratlantique dans le cadre d'une convention d'aménagement de la trémie Benaugue à Bordeaux

Le domaine **itinéraires et voies** globalise **127,58 M€** d'investissements, ce qui représente presque 59 % des investissements 2021 du domaine, parmi lesquels :

- Les dépenses de **voirie de proximité** représentent l'équivalent de **41,76 M€** en 2021, + 14,52 % (36,56 M€ en 2020). Les réalisations du **FIC (Fonds de proximité voirie)** atteignent **30,05 M€** contre 28,74 M€ en 2020, et les dépenses **d'aménagements de pistes cyclables** (non intégrés aux aménagements de voirie globaux) s'établissent à **5,05 M€** (après 1,73 M€ en 2020)
- **20,77 M€** de dépenses pour la **construction du Pont Simone-Veil**
- **15,50 M€** de contribution aux travaux d'**amélioration de la rocade** (travaux entre les échangeurs n°9 et 7 au niveau de la commune d'Eysines),
- **8,27 M€** de dépenses affectées aux **grosses réparations des infrastructures de voiries**, situées sur le territoire métropolitain,
- **8,12 M€** de dépenses au sein de la ZAC Saint-Jean Belcier afin d'y implanter un nouveau **centre de propreté Paludate** et des places de stationnement
- **3,92 M€** de dépenses affectées à **l'amélioration de la vitesse commerciale du réseau de bus**
- **3,48 M€** d'achats de **matériels roulants de la propreté urbaine**

Les **déplacements et stationnement** ont donné lieu à **3,44 M€** de dépenses, dont principalement :

- **2,38 M€** de dépenses consacrées à la politique **Vélo** comme un moyen alternatif de déplacement

Valorisation du territoire (156,60 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées au sein de la politique **Valorisation du territoire** ont été principalement destinées à **l'aménagement urbain et patrimonial** (49 %), à **l'habitat, le logement et le renouvellement urbain** (25 %), la **croissance des entreprises et du territoire** (plus de 7 %), mais aussi à la **politique foncière** (près de 7 %).

L'**aménagement urbain et patrimonial** comptabilise **76,67 M€** de dépenses réalisées en 2021, avec notamment :

- **9,62 M€** de travaux concernant le **PAE Bassins à flot** et **5,77 M€** pour les groupes scolaires Sempé et Modeste Testas liés à cette opération
- **8,60 M€** de participation à l'équilibre et à la réalisation d'ouvrages (équipements publics), selon le traité de concession d'aménagement avec la SPL La Fab, destinés à l'opération « **Mérignac-Soleil** », mais aussi **3,37 M€** destinée à l'opération « **Mérignac-Marne** »
- **6,60 M€** versés selon le protocole cadre portant sur la réalisation de la **ZAC Garonne-Eiffel**
- **5,87 M€** de dépenses d'acquisitions de fonciers, d'études, d'aménagements d'espaces publics y compris

du groupe scolaire 1 sur le **secteur Brazza**

- **4,80 M€** de dépenses concernant la construction du **Groupe scolaire Billie Holiday** (ZAC Bastide Niel)
- **4,45 M€** d'avances et de participation à l'équilibre de l'opération d'aménagement « **Le Haillan-ZAC Cœur de ville** » versées à la SPL La Fab selon le traité de concession
- **4,26 M€** de frais pour la construction du groupe scolaire, **secteur ZAC Ginko**
- **3,28 M€** de dépenses consacrées au dispositif de soutien aux groupes scolaires communaux

L'**habitat, le logement et le renouvellement urbain** concentrent **39,55 M€** de dépenses, dont :

- **11,94 M€** d'aides pour assurer l'équilibre des opérations
- **6,53 M€** de crédits délégués de l'État pour des interventions sur les logements du parc public
- **16,56 M€** de dépenses réalisées dans le cadre de la Politique de la ville (6,25 M€ en 2020), dont 0,66 M€ versé aux partenaires des contrats de ville et 15,9 M€ pour favoriser le renouvellement urbain

La **croissance des entreprises et du territoire** concentre **11,21 M€** de dépenses, dont :

- **6 M€** pour les études, le foncier et les travaux dédiés à l'aménagement de la zone économique de l'**OIM Bordeaux Aéroport**, dont 2,40 M€ pour la réalisation de liaisons piétonnes et cyclables et 1,16 M€ d'acquisitions
- **2,8 M€** pour les dépenses d'acquisitions, d'études et de travaux d'aménagement réalisés en 2021 dans le cadre de l'**OIM Bordeaux InnoCampus**,
- **1,58 M€** de frais d'acquisitions foncières concernant les programmes d'aménagement de **Zone d'activités économiques (ZAE)**

La **Politique Foncière**, avec **10,34 M€** de dépenses, avec principalement :

- **5,53 M€** d'acquisitions pour des **réserves foncières**
- **3,66 M€** d'acquisitions immobilières **pré-opérationnelles**

Rajoutant par ailleurs que le **rayonnement métropolitain** représente **7,60 M€** de dépenses avec tout particulièrement 2,61 M€ liées à la restructuration du stade Pierre Paul Bernard, 2,15 M€ de soutien aux équipements nautiques communaux, 1,42 M€ de redevances Statut Matmut conformément au contrat de partenariat avec Société Bordeaux Atlantique

L'**Enseignement supérieur, recherche et innovation** a mobilisé **4,93 M€** de dépenses dont la quasi-totalité (**4,72 M€**) consacrée à l'opération **Agglo-campus**

Haute qualité de vie (98,29 M€)

Les dépenses d'équipement effectuées au sein de la politique **Haute qualité de vie** ont été principalement destinées à **l'eau et assainissement** (presque 73 %), à la collecte et traitement des **déchets ménagers** (moins de 15 %), la **prévention des risques** (moins de 4 %), **l'énergie et climat** (moins de 4 %), la **gestion des parcs et du patrimoine arboré** (moins de 3 %).

Parmi les **71,44 M€** de dépenses d'**eau et assainissement** réalisées en 2021 :

- **31,88 M€** sont consacrés au paiement de l'**indemnisation** pour le remplacement des **branchements en plomb** (contrat de concession du service public de l'eau potable)
- **18,89 M€** dépensés pour les **ouvrages d'eaux usées**, dont 13,37 M€ pour l'opération de raccordement des effluents de la station de Cantinolle sur la station de Lille et 5,36 M€ pour le projet de valorisation du biogaz (Clos de Hilde)
- **4,25 M€** pour le **bassin Nouaux de retenue des eaux pluviales**
- **4,22 M€** pour les travaux de **renouvellement des réseaux d'assainissement**
- **3,87 M€** pour des travaux de **renouvellement des réseaux d'eaux pluviales**
- **2,59 M€** a été consacré aux **déviations de réseaux préalables aux projets de transports publics**

Sur les **14,40 M€** de dépenses liées à la collecte et traitement des **déchets ménagers** :

- **6,75 M€** de dépenses relatives à l'**acquisition de matériel** (roulant, bacs, bornes enterrées, bennes amovibles, autres...) dont 5,60 M€ pour la collecte des déchets en porte à porte et 1,15 M€ en apport volontaire
- **6,04 M€** de dépenses relatives au financement en phase construction pour les investissements programmés de l'agrandissement du centre de tri usine de Bègles

Pour les **3,92 M€** de dépenses liées à la **prévention des risques**, dont :

- **2,26 M€** de **participation**, au titre d'un acompte relatif au financement de la construction du **centre d'incendie et de secours de Bordeaux-Rive droite**

Avec **3,48 M€** de dépenses liées à **l'énergie et climat**, ont été financés :

- **1,34 M€** d'études et de travaux concernant le **réseau de chaleur Hauts de Garonne**
- **0,76 M€** de dépenses liées au **Plan Climat Logements individuels**
- **0,71 M€** de travaux d'**extension de réseau d'électricité**

Concernant la **gestion des parcs et du patrimoine arboré**, avec **2,74 M€** dépensés dont :

- **1,58 M€** de dépenses pour l'**acquisition de matériels, de matériels roulants et d'équipements** pour les espaces verts

Pilotage, numérique et performance de la collectivité (56,5 M€)

Ce sont **44,66 M€** consacrés au développement du **numérique et de l'e-administration**, contre 40,46 M€ en 2020.

Les principales dépenses sont : 9,15 M€ pour les équipements ou renouvellements des postes de travail utilisateurs et leur licence, 6,9 M€ dans le cadre des services à la population et de proximité, 5,4 M€ dans le cadre de l'E-administration, 3,75 M€ pour les infrastructures centrales hébergées, 2,5 M€ affectés au développement urbains et à la qualité de vie, 2 M€ pour le câblage et les réseaux

Près de **11,84 M€** de dépenses liées à la **Performance de la collectivité** (dont 2,90 M€ de travaux dans les bâtiments administratifs, 1,91 M€ en aménagements, réparations et réhabilitation des groupes scolaires, 4,77 M€ en renouvellement de véhicules).

Diminution des autres dépenses d'investissements

Elles passent de 36,63 M€ en 2020 à **25,89 M€** au cours de l'année 2021 (-29,32 %).

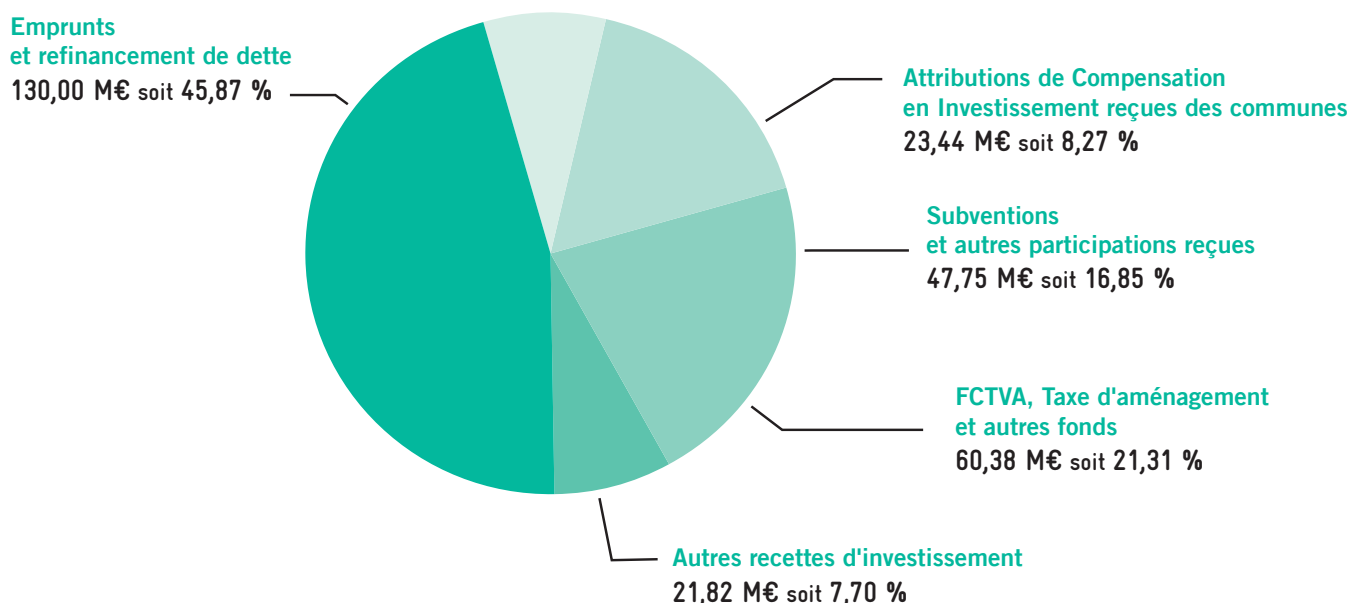
Sont comptabilisés entre autres :

- **11,28 M€** de **versements de taxe d'aménagement et de taxe locale d'équipement aux communes**
- **6,78 M€ d'immobilisations financières** dont 5,5 M€ d'avance versée à la SPL La Fab afin de lui permettre de poursuivre le financement d'acquisitions et le portage foncier d'opérations d'aménagement et de construction à vocation économique et de production de logement ainsi que 1 M€ de souscription au capital de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) COO.SOL
- **5,90 M€** de dépenses effectuées pour le **compte de tiers**

> Des recettes réelles d'investissement toujours baisse, avec une mobilisation d'emprunts moins importante

Y compris le résultat d'exploitation affecté en réserves fin 2020 (140,02 M€), les **recettes d'investissement** s'élèvent au total à **423,41 M€**, en diminution de **-9,63 %**. Elles comprennent la mobilisation de 130 M€ d'emprunts (contre 210 M€ l'année précédente)

Ventilation des recettes d'investissement (hors résultat d'exploitation affecté en réserve) :



Hors résultat d'exploitation affecté en réserves (140,02 M€) et hors emprunts mobilisés (130 M€), les recettes réelles de l'année 2021 atteignent **153,39 M€** (-3,17 % par rapport à 2020) comprenant :

- **33,86 M€** de **FCTVA** versé par l'État au titre des investissements 2019
- **26,52 M€** au titre des **taxes locales d'équipement et d'aménagement**, soit une hausse de +23,83 % (+5,10 M€) par rapport à 2020, dont 6,21 M€ de taxe d'aménagement en secteur à taux majoré
- **23,44 M€** d'**Attributions de compensation en investissement (ACI)** reçues des communes
- **13,39 M€** de **crédits délégués par l'État** pour des actions d'amélioration des logements
- **9,37 M€** de subventions versées par l'État concernant le financement de l'**extension de la ligne C vers Blanquefort** (tramway phase 3)
- **6,11 M€** de **recettes pour le compte de tiers** perçues par Bordeaux Métropole, enregistrées sur des comptes 458x, qui sont versées par les tiers (y compris des communes) pour rembourser les dépenses non subventionnées effectuées pour le compte de ces entités

- **5,5 M€** de remboursement **d'avances consenties à la SPL La Fab** destinées à financer les acquisitions et le portage foncier d'opérations d'aménagement et de construction à vocation économique et de production de logement
- **4,57 M€** de subventions reçues pour la construction du **nouveau stade nautique** dont 2,87 M€ de la commune de Mérignac
- **4,18 M€** de **recettes d'amendes de police** en baisse de -37,67 % par rapport au produit 2020 (6,75 M€), conséquence de la crise sanitaire et du confinement. Pour mémoire, ce produit doit être affecté au financement des opérations d'amélioration des transports en commun et de la circulation routière
- **3,25 M€** de subventions pour la **restauration d'ouvrages fluviaux de voirie sur la rive droite sud (digues)**, afin de prévenir les risques naturels
- **2,46 M€** de fonds de soutien à l'investissement public local, conformément au **pacte métropolitain d'innovation**
- **2,42 M€** de remboursement de **l'annuité d'emprunt** par le concessionnaire du service de l'eau

> Une gestion active et maîtrisée de la dette

L'**encours de dette** s'élève au total à **1 121,15 M€ au 31 décembre 2021**, contre 1 025,03 M€ au 1^{er} janvier 2020, soit une augmentation de +9,38% qui s'explique par la mobilisation de 130 M€ d'emprunts nouveaux en 2021, dont 48 M€ mobilisés pour financer le développement des transports en commun.

La **dette métropolitaine** présente un **profil très sécurisé** avec 97,01% de son encours classé sans risque en catégorie 1-A (contre 96,58% en 2020) et 2,99% classés 2-B, **elle ne comporte par conséquent aucun risque selon la typologie « Gissler »**. S'agissant des financements bancaires classiques, La Banque Postale accentue sa présence sur le marché des collectivités locales. Elle présente chaque année les conditions financières les plus attractives. Par ailleurs, ces dernières années, la Métropole a également privilégié le financement de ses projets par les institutions financières nationales et européennes (la Banque Européenne d'Investissement notamment) sur des programmes dédiés et en particulier sur la thématique des transports. Pour les mêmes raisons, l'Agence France Locale, la banque des collectivités à laquelle adhère la Métropole, prend une part de plus en plus conséquente dans l'encours de la dette. Après la campagne de financement 2020 et 2021, la banque Arkéa demeure aussi plus présente dans l'encours.

L'**annuité consolidée** de la dette s'élève à **97,99 M€** contre 91,90 M€ en 2020. Elle est constituée de 81,53 M€ d'amortissement de capital (74,74 M€ en 2020) et 16,46 M€ de charges financières (17,16 M€ en 2020).

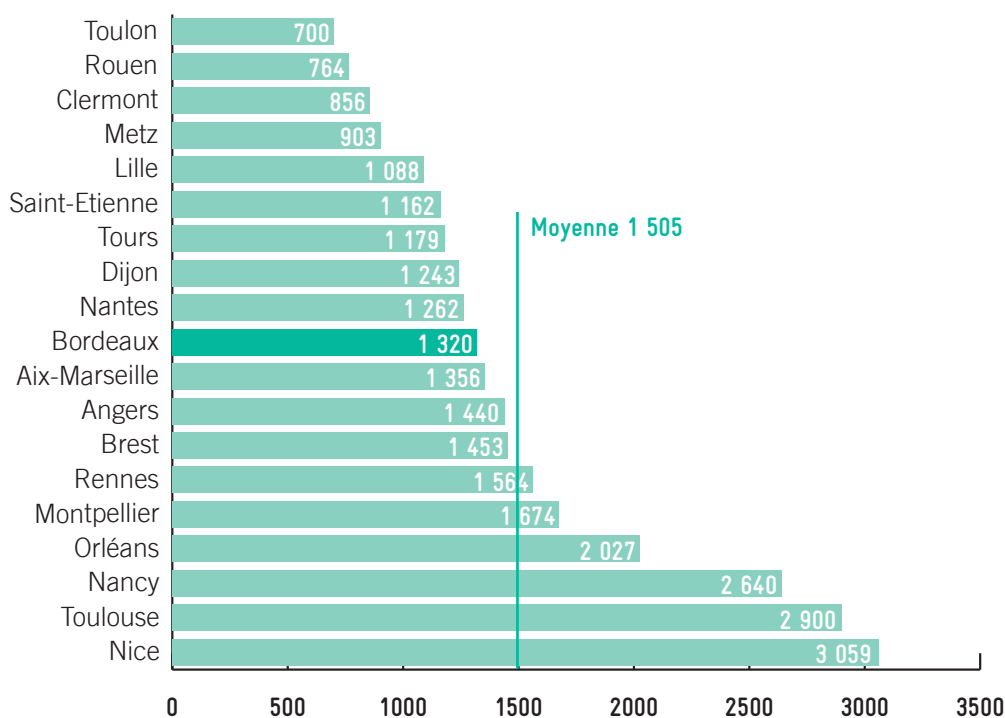
La **dette par habitant** passe de 1 263€ à **1 382 € en 2021**.

À titre de comparaison, au 1^{er} janvier 2021, en ne prenant en compte que la dette du budget principal et du budget annexe des transports de chaque métropole, **notre Établissement affichait une dette par habitant assez faible** (1 320€), la moyenne pour l'ensemble des métropoles étant de 1 505 € à la même période.

Enfin, à la faveur d'une épargne brute plus importante, l'indicateur de **capacité de désendettement** s'améliore en fin de l'exercice 2021 avec **3,63 années** contre 4,56 années en 2020.

La capacité de désendettement s'établit à **3,63 années** au 31 décembre 2021 pour **4,56 années** en 2020.

La dette des métropoles par habitant (en €)
Dernières données connues au 1^{er} janvier 2021



Périmètre : CA 2020, budget principal + budget annexe transports

ANNEXES

- Comptes administratifs agrégés de Bordeaux Métropole
- Dépenses d'équipement mandatées de 2015 à 2020
- Données synthétiques de la situation financière

COMPTES ADMINISTRATIFS AGRÉGÉS DE BORDEAUX MÉTROPOLE

> Synthèse de 2016 à 2021

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement | 1 141 611 514,74 | 1 169 773 100,57 | 1 205 249 212,51 | 1 221 898 066,09 | 1 190 556 239,81 | 1 274 439 858,58 |
| Recettes réelles de fonctionnement (hors produits de cessions) | 1 128 195 651,80 | 1 115 449 315,41 | 1 184 846 528,56 | 1 187 156 162,59 | 1 176 721 916,73 | 1 257 347 302,53 |
| Dont : produits fiscaux (y compris compensations fiscales) | 303 074 863,00 | 315 855 486,00 | 329 773 571,00 | 349 456 978,00 | 357 004 526,00 | 246 909 797,00 |
| Fraction compensation, TFPB, substitution TH résidence principale | | | | | | 118 631 473,00 |
| Fonds National de Péréquation pertes produit TP Ets France Télécom | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| DCRTP + FNGIR | 99 552 192,00 | 97 872 838,00 | 97 045 666,00 | 96 658 642,00 | 96 433 016,00 | 96 433 016,00 |
| Versement transports | 173 136 206,38 | 175 668 007,95 | 182 389 935,33 | 194 827 152,01 | 190 688 968,88 | 201 703 808,76 |
| TEOM | 91 355 794,00 | 93 446 032,00 | 96 285 259,00 | 99 362 557,00 | 102 026 519,00 | 104 167 416,00 |
| Attribution de compensation versée par communes | 113 187 707,00 | 93 169 428,00 | 95 108 247,00 | 96 524 775,00 | 101 637 574,00 | 102 557 462,00 |
| Pénalité versée par communes art. 55 Loi SRU (logts. Sociaux) | 272 858,06 | 690 274,85 | 908 665,36 | 1 203 091,36 | 995 080,06 | 894 177,50 |
| Produits de cessions | 13 415 862,94 | 54 323 785,16 | 20 402 683,95 | 34 741 903,50 | 13 834 323,08 | 17 092 556,05 |
| Remboursement par l'État de TVA versée à tort par Bordeaux Métropole | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Soulte versée par le CG33 pour transfert à Bordeaux Métropole voirie départ* | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses courantes de fonctionnement (hors frais financiers) | 810 190 758,90 | 818 876 611,87 | 867 219 481,09 | 866 379 004,98 | 934 930 215,95 | 931 533 007,43 |
| Dont : personnel | 222 288 665,39 | 237 477 035,45 | 244 752 122,73 | 253 403 453,79 | 261 898 719,01 | 268 633 803,72 |
| Prix forfaitaire d'exploit. y.c T.P. Réseau transports | 209 078 673,83 | 224 600 000,00 | 230 783 510,05 | 239 719 953,00 | 247 909 000,00 | 234 898 194,09 |
| Contribution financière au SDIS | 58 899 110,41 | 59 370 303,29 | 60 035 250,69 | 60 797 698,37 | 61 405 675,35 | 62 124 121,75 |
| Attribution de compensation versée aux communes | 24 214 035,00 | 17 255 702,00 | 16 616 830,00 | 16 468 855,00 | 16 416 040,00 | 16 389 457,00 |
| Prélèvement sur T.P. au profit du F.D.P.T.P. | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Fonds de Péréquation Recettes Fiscales Interco* & Communales (FPIC) | 5 930 819,00 | 7 540 356,00 | 8 395 985,00 | 8 722 983,00 | 8 871 898,00 | 8 671 803,00 |
| Autres restitutions de fiscalité au titre dégrèvements (Tascom,,,)) | 7 754,90 | 187 189,37 | 258 934,48 | 303 256,30 | 546 162,05 | 262 015,58 |
| Dotation de Solidarité Métropolitaine | 33 756 391,37 | 33 643 085,12 | 33 637 779,65 | 34 582 317,21 | 35 425 416,63 | 35 997 358,54 |
| Subvention d'équipement & fonds de concours | | | | | | |
| Résultat brut | 331 420 755,84 | 350 896 488,70 | 338 029 731,42 | 355 519 061,11 | 255 626 023,86 | 342 906 851,15 |
| Résultat brut hors produit de cessions | 318 004 892,90 | 296 572 703,54 | 317 627 047,47 | 320 777 157,61 | 241 791 700,78 | 325 814 295,10 |
| Intérêts (avec paiement ICNE en N+1 compris) et frais financiers divers | 15 450 969,91 | 19 115 296,24 | 17 584 966,25 | 17 004 077,19 | 17 150 782,81 | 16 799 188,81 |
| Épargne brute | 315 969 785,93 | 331 781 192,46 | 320 444 765,17 | 338 514 983,92 | 238 475 241,05 | 326 107 662,34 |
| Épargne brute hors produits de cession | 302 553 922,99 | 277 457 407,30 | 300 042 081,22 | 303 773 080,42 | 224 640 917,97 | 309 015 106,29 |
| Remboursement dette en capital | 109 211 962,43 | 59 162 063,59 | 57 406 254,26 | 57 962 323,79 | 74 734 453,25 | 81 535 306,43 |
| Indemnités et remboursements sur autof. | 0,00 | 14 597 792,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Annuités d'emprunt (Capital + frais financiers) | 73 686 132,34 | 92 875 152,15 | 74 991 220,51 | 74 966 400,98 | 91 885 236,06 | 98 334 495,24 |
| Autres remboursement de dettes | 50 976 800,00 | | | | | |
| Autofinancement courant | 206 757 823,50 | 258 021 336,55 | 263 038 510,91 | 280 552 660,13 | 163 740 787,80 | 244 572 355,91 |
| Autofinancement courant hors produit des cessions | 193 341 960,56 | 203 697 551,39 | 242 635 826,96 | 245 810 756,63 | 149 906 464,72 | 227 479 799,86 |
| Ressources d'investissement | 77 680 183,63 | 155 584 499,41 | 257 550 223,21 | 400 703 378,40 | 368 412 223,80 | 283 387 944,50 |
| Dont : emprunts & avances | 5 000 000,00 | 0,00 | 130 000 000,04 | 260 000 000,00 | 210 000 000,00 | 130 000 000,02 |
| Dont : emprunts refinançant indemnités | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses réelles investissement (- cpte 16) | 378 474 320,39 | 545 771 426,38 | 580 225 308,80 | 573 677 099,58 | 474 871 561,27 | 554 831 220,38 |
| Dont : dépense d'équipement (20, 21, 23 & 204 à compter de 2006) | 353 313 368,27 | 491 619 157,73 | 558 389 486,75 | 530 328 641,23 | 438 236 934,90 | 438 236 934,90 |
| Pour mémoire : dépense d'équipement avec subvention d'équipement en section de fonctionnement | 353 313 368,27 | 491 619 157,73 | 558 389 486,75 | 530 328 641,23 | 438 236 934,90 | 438 236 934,90 |
| Intégration ONB résultats Syndicats (3 Aires Gens du voyage / SIJALAG & SPIRD) | 397 769,33 | | | | 922 171,15 | |
| Variation du fonds de roulement | -94 036 313,26 | -132 165 590,42 | -59 636 574,68 | 107 578 938,95 | 57 281 450,33 | -26 870 919,97 |
| Fonds de roulement initial (corrigé* le cas échéant) | 315 503 263,77 | 221 864 719,84 | 89 699 129,42 | 30 062 554,74 | 137 641 493,69 | 195 845 115,17 |

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Fonds de roulement final | 221 864 719,84 | 89 699 129,42 | 30 062 554,74 | 137 641 493,69 | 195 845 115,17 | 168 974 195,20 |
| Ratios | | | | | | |
| Épargne brute / prod. de fonctionnement (hors produit des cessions) | 26,82 % | 24,87 % | 25,32 % | 25,59 % | 19,09 % | 24,58 % |
| Autofinancement courant / prod. Fonct. (Hors produit des cessions) | 17,14 % | 18,26 % | 20,48 % | 20,71 % | 12,74 % | 18,09 % |
| Annuité emprunt/ produits de fonctionnement (hors produit des cessions) | 6,53 % | 8,33 % | 6,33 % | 6,31 % | 7,81 % | 7,82 % |
| Emprunts exercice / dépenses équipement | 1,42 % | 0,00 % | 36,79 % | 49,03 % | 47,92 % | 29,66 % |
| FDR / (charges courantes fct. + Annuité dette) en jours | 90 | 38 | 11 | 53 | 69 | 59 |
| Autofinancement brut/ recettes de fonctionnement agrégées (hors produit des cessions) | 26,82 % | 24,87 % | 25,32 % | 25,59 % | 19,09 % | 24,58 % |
| Encours dette au 31/12 de l'ex./ Recettes de fonctionnement agrégées hors produit des cessions | 49,41 % | 55,14 % | 58,04 % | 74,95 % | 87,11 % | 89,17 % |
| Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années) | 1,84 | 2,22 | 2,29 | 2,93 | 4,56 | 3,63 |
| Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute hors produit de cessions (années) en ne tenant pas compte subv. Equip. & Fds de concours | 1,84 | 2,22 | 2,29 | 2,93 | 4,56 | 3,63 |
| Encours dette au 31/12 de l'ex./ Epargne brute (années) (hors produit des cessions et produits exceptionnels (remb° par l'État TVA versée à tort par Bordeaux Métropole et soulte versée par le CG33 pour transfert voirie départementale) | | | | | | |
| Charges de fonctionnement | 825 641 728,81 | 837 991 908,11 | 884 804 447,34 | 883 383 082,17 | 952 080 998,76 | 948 332 196,24 |
| Produits de fonctionnement (hors produit des cessions) | 1 128 195 651,80 | 1 115 449 315,41 | 1 184 846 528,56 | 1 187 156 162,59 | 1 176 721 916,73 | 1 257 347 302,53 |
| Encours dette | 557 443 037,61 | 615 103 914,37 | 687 725 260,14 | 889 762 936,27 | 1 025 028 483,00 | 1 121 149 102,55 |

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT MANDATÉES

> de 2016 à 2021

| DEPENSES DOMAINES D'ACTION | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2016 à 2021 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| Budget Principal TTC | | | | | | | |
| Cimetières | 666 177,31 | 723 098,80 | 711 627,98 | 887 961,14 | 993 545,83 | 2 208 265,80 | 6 190 676,86 |
| Développement économique | 7 169 691,49 | 8 309 534,94 | 11 402 743,36 | 17 758 077,60 | 7 477 676,93 | 8 159 356,92 | 60 277 081,24 |
| Enseignement | 3 394 877,05 | 1 284 828,62 | 5 064 091,01 | 2 762 948,28 | 1 405 519,31 | 1 428 815,00 | 15 341 079,27 |
| Administration générale - Moyens | 20 581 487,92 | 41 787 610,21 | 44 236 695,50 | 49 313 248,76 | 44 627 300,02 | 60 676 517,26 | 261 222 859,67 |
| Urbanisme et Habitat | 35 256 319,25 | 67 695 542,08 | 75 230 261,81 | 82 885 173,66 | 95 249 222,94 | 93 736 578,31 | 450 053 098,05 |
| Incendie et secours | 1 284 557,52 | 1 269 834,76 | 1 408 444,52 | 968 872,05 | 557 603,05 | 303 261,84 | 5 792 573,74 |
| Halles et marchés | 542 837,92 | 781 063,44 | 107 490,84 | 152 266,95 | 72 604,50 | 2 040,00 | 1 658 303,65 |
| Ordures ménagères (bâtiments compris) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Assainissement pluvial | 9 041 940,40 | 5 131 463,41 | 5 185 938,60 | 5 394 010,06 | 7 304 572,68 | 9 447 190,03 | 41 505 115,18 |
| Autres transports (transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire, routiers, nationaux) | 901 666,95 | 3 646 706,78 | 2 788 817,48 | 2 969 347,30 | 1 966 056,68 | 1 110 616,83 | 13 383 212,02 |
| Transports (Aménagements de voirie) | 7 920 689,19 | 13 286 831,94 | 4 042 206,80 | 6 400 015,46 | 12 519 220,72 | 6 795 089,53 | 50 964 053,64 |
| Voirie | 73 658 676,73 | 92 940 079,22 | 117 410 523,08 | 104 893 471,13 | 88 619 191,20 | 105 296 536,09 | 582 818 477,45 |
| Voirie (bâtiments) | 269 205,05 | 2 496 867,59 | 448 780,65 | 33 397,49 | 7 149,11 | 492 828,18 | 3 748 228,07 |
| Interventions sociales - sports, jeunesse et cultures | 465 716,81 | 1 329 504,85 | 3 469 577,93 | 2 604 717,11 | 2 767 960,46 | 4 694 612,15 | 15 332 089,31 |
| Autres réseaux | 1 555 906,57 | 4 850 047,53 | 3 966 993,21 | 6 618 550,66 | 6 244 269,86 | 7 262 890,64 | 30 498 658,47 |
| Eau et Préservation milieu naturel | 3 171 910,43 | 16 688 464,02 | 11 449 580,68 | 8 248 625,98 | 6 462 065,15 | 38 483 147,02 | 84 503 793,28 |
| Eau industrielle | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| BUDGET PRINCIPAL - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS | 165 881 660,59 | 262 221 478,19 | 286 923 773,45 | 291 890 683,63 | 276 273 958,44 | 340 097 745,60 | 1 623 289 299,90 |
| Budgets Annexes | | | | | | | |
| Déchets ménagers et assimilés (TTC) | 12 793 116,55 | 7 396 844,98 | 6 567 871,40 | 7 756 895,64 | 6 697 138,27 | 8 361 424,89 | 49 573 291,73 |
| Restaurants Administratifs (HT) et Régie | 9 979,77 | 37 277,83 | 0,00 | 13 285,70 | 12 102,37 | 67 395,96 | 140 041,63 |
| Abattoir (TTC) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Parcs de Stationnement (HT & TTC à partir du 01/04/05) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transports (HT) Réseau hors tramway | 26 615 869,95 | 24 933 932,58 | 47 363 074,67 | 33 002 520,55 | 31 603 136,48 | 66 757 687,21 | 230 276 221,44 |
| Transports (HT) T.C.S.P. puis tramway | 28 636 471,38 | 54 848 484,85 | 105 718 405,50 | 122 379 238,36 | 24 995 481,92 | 7 523 785,71 | 344 101 867,72 |
| Assainissement (TTC à partir de 1997) | 28 215 846,42 | 39 020 942,01 | 29 844 025,32 | 21 102 290,25 | 20 086 929,57 | 29 336 599,18 | 167 606 632,75 |
| Service d'assainissement non collectif (SPANC) (HT) | 0,00 | 2 488,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 488,00 |
| Crématorium (TTC) | 1 355 583,11 | 185 385,26 | 38 312,38 | 124 710,96 | 33 708,51 | 6 820,97 | 1 744 521,19 |
| Service extérieur Pompes Funèbres (HT) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Réseau de chaleur Hauts de Garonne (TTC) | 5 904 811,46 | 595 996,83 | 160 739,23 | 37 895,61 | 81 131,58 | 1 688 594,71 | 8 469 169,42 |
| Eau Industrielle et sa régie | 45 099,18 | 0,00 | 89 400,00 | 0,00 | 8 925,38 | 0,00 | 143 424,56 |
| Équipements fluviaux | | 80 102,00 | 66 596,52 | 192 007,73 | 577 592,68 | 479 612,01 | 1 395 910,94 |
| BUDGETS ANNEXES - TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS | 103 576 777,82 | 127 101 454,34 | 189 848 425,02 | 184 608 844,80 | 84 096 146,76 | 114 221 920,64 | 803 453 569,38 |
| TOTAL INVESTISSEMENTS DIRECTS | 269 458 438,41 | 389 322 932,53 | 476 772 198,47 | 476 499 528,43 | 360 370 105,20 | 454 319 666,24 | 2 426 742 869,28 |

| DEPENSES DOMAINES D'ACTION | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2016 à 2021 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------|
| Développement économique Fonds de concours | 1 692 691,75 | 5 481 503,06 | 23 587 946,69 | 873 198,74 | 878 171,87 | 425 944,00 | 32 939 456,11 |
| Enseignement (fonds de concours lycées, collèges, enseignement supérieur) | 48 000,00 | 5 174 000,00 | 6 577 000,00 | 2 463 677,40 | 7 127 650,79 | 5 415 259,00 | 26 805 587,19 |
| Administration générale - Moyens | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 281,96 | 6 159,00 | 10 440,96 |
| Incendie et secours | 33 562,16 | 43 660,18 | 128 771,15 | 299 216,73 | 6 127 628,72 | 2 496 656,57 | 9 129 495,51 |
| Halles et marchés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 66 546,00 | 0,00 | 0,00 | 66 546,00 |
| Cimetières | 143 510,00 | 122 356,74 | 94 887,87 | | 0,00 | 12 121,52 | 372 876,13 |
| Urbanisme et Habitat - Fonds de concours | 32 120 754,42 | 45 991 214,50 | 23 616 687,90 | 27 284 199,67 | 28 250 766,63 | 34 916 859,13 | 192 180 482,25 |
| Ordures ménagères et environnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 023 262,50 | 6 039 432,50 | 10 062 695,00 |
| Assainissement pluvial | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres réseaux (réseau métropolitain télécommunications) | 49 602,80 | 98 409,78 | 12 500,00 | 12 500,00 | | | 173 012,58 |
| Transports fluviaux, maritimes, aériens, ferroviaire et routier (nationaux) | 11 424 468,73 | 6 849 862,32 | 636 968,61 | 3 018 123,06 | 771 538,56 | 2 304 389,13 | 25 005 350,41 |
| Voirie (fonds de concours) | 5 040 344,73 | 8 632 887,88 | 14 885 119,71 | 18 385 761,64 | 17 024 040,26 | 17 644 332,47 | 81 612 486,69 |
| Voirie (bâtiments) | 0,00 | 6 583 391,85 | 4 288 674,14 | 68 902,21 | 0,00 | 0,00 | 10 940 968,20 |
| Eau & Asst, préservation milieu naturel | 683 429,93 | 4 273 188,41 | 2 141 119,63 | 463 312,61 | 2 153 180,46 | 1 473 097,10 | 11 187 328,14 |
| Interventions sociales - Sports, jeunesse et cultures | 32 618 565,34 | 19 045 750,48 | 5 647 612,58 | 893 674,74 | 11 506 307,95 | 3 883 901,34 | 73 595 812,43 |
| Parcs de Stationnement (HT) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transports (Budget annexe) (Tramway) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Transports (Budget annexe) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL INTERVENTIONS INDIRECTES | 83 854 929,86 | 102 296 225,20 | 81 617 288,28 | 53 829 112,80 | 77 866 829,70 | 74 618 151,76 | 474 082 537,60 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 353 313 368,27 | 491 619 157,73 | 558 389 486,75 | 530 328 641,23 | 438 236 934,90 | 528 937 818,00 | 2 900 825 406,88 |
| TOTAL B.A. Tramway | 28 636 471,38 | 54 848 484,85 | 105 718 405,50 | 122 379 238,36 | 24 995 481,92 | 7 523 785,71 | 344 101 867,72 |
| TOTAL GÉNÉRAL (Hors B.A. Tramway) | 324 676 896,89 | 436 770 672,88 | 452 671 081,25 | 407 949 402,87 | 413 241 452,98 | 521 414 032,29 | 2 556 723 539,16 |
| BUDGET PRINCIPAL Total investissements directs et indirects | 249 736 590,45 | 364 517 703,39 | 368 541 061,73 | 345 719 796,43 | 354 140 788,14 | 414 715 897,36 | 2 097 371 837,50 |

DONNÉES SYNTHÉTIQUES DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE BORDEAUX MÉTROPOLE

> Tous budgets confondus - Budget principal & Budgets annexes

Article R.2313-1 du CGCT

| | Population | 787 107 | 796 273 | 802 350 | 811 377 | 824 449 | Mouvements réels | | | | | |
|----------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|---|---|---|---|---|
| N° Ratio | RATIOS | C.A. 2017 | C.A. 2018 | C.A. 2019 | C.A. 2020 | C.A. 2021 | Observations | C.A. 2017 | C.A. 2018 | C.A. 2019 | C.A. 2020 | C.A. 2021 |
| 1 | Dépenses réelles de Fonctionnement Population | 1064,65 | 1111,18 | 1100,99 | 1173,41 | 1150,26 | | 837 991 908,11 787 107 | 884 804 447,34 796 723 | 883 383 082,17 802 350 | 952 080 998,76 811 377 | 948 332 196,24 824 449 |
| 2 | Produit des impositions directes Population | 394,73 | 407,23 | 423,46 | 426,82 | 270,67 | Pleine application du nouveau régime de fiscalité depuis 2011 (CET) avec rôles supplémentaires de TP | 310 691 704,00 787 107 | 324 267 928,00 796 723 | 339 761 237,00 802 350 | 346 312 911,00 811 377 | 223 149 972,00 824 449 |
| 3 | Recettes réelles de Fonctionnement Population | 1417,15 | 1487,99 | 1479,60 | 1450,28 | 1525,08 | Hors produits de cession (compte 775) | 1 115 449 315,41 787 107 | 1 184 846 528,56 796 723 | 1 187 156 162,59 802 350 | 1 176 721 916,73 811 377 | 1 257 347 302,53 824 449 |
| 4 | Dépenses d'équipement brut Population | 448,78 | 544,82 | 533,20 | 390,72 | 493,92 | Taux d'équipement Comptes 21 et 23 (hors 20 et 204) | 353 235 488,50 787 107 | 433 827 429,42 796 723 | 427 814 638,61 802 350 | 317 017 603,15 811 377 | 407 211 045,65 824 449 |
| 5 | Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice Population | 781,47 | 863,68 | 1108,95 | 1263,32 | 1359,88 | | 615 103 914,37 787 107 | 687 725 260,14 796 723 | 889 762 936,27 802 350 | 1 025 028 483,00 811 377 | 1 121 149 102,55 824 449 |
| 6 | Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) Population | 193,63 | 189,60 | 184,65 | 180,78 | 175,60 | | 152 403 657,00 787 107 | 150 976 450,00 796 723 | 148 152 119,00 802 350 | 146 681 135,00 811 377 | 144 772 483,00 824 449 |
| 6 bis | Dotation Globale de Fonctionnement (D.G.F.) Population D.G.F. (Avec résidences secondaires) | 194,77 | 189,82 | 183,88 | 180,36 | 175,75 | (comptes 741124+741126) DGF | 152 403 657,00 782 465 | 150 976 450,00 782 465 | 148 152 119,00 805 708 | 146 681 135,00 813 248 | 144 772 483,00 823 759 |
| 7 | Dépenses de Personnel Dépenses réelles de Fonctionnement | 28,34 % | 27,66 % | 28,69 % | 27,51 % | 28,33 % | | 237 477 035,45 837 991 908,11 | 244 752 122,73 884 804 447,34 | 253 403 453,79 883 383 082,17 | 261 898 719,01 952 080 998,76 | 268 633 803,72 948 332 196,24 |
| 8 | Contributions Directes Potentiel Fiscal | 62,35 % | 63,35 % | 65,36 % | 65,21 % | 41,29 % | Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (*) Sur la base du Potentiel Fiscal et population figurant sur fiche D.G.F. | (*) 310 691 704,00 498 269 185,00 | (*) 324 267 928,00 511 893 427,00 | (*) 339 761 237,00 519 791 498,00 | (*) 346 312 911,00 531 046 739,00 | (*) 223 149 972,00 540 472 576,00 |

| | Population | 787 107 | 796 723 | 802 350 | 811 377 | 824 449 | Mouvements réels | | | | | |
|---------------|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---|------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| N° Ratio | RATIOS | C.A. 2017 | C.A. 2018 | C.A. 2019 | C.A. 2020 | C.A. 2021 | Observations | C.A. 2017 | C.A. 2018 | C.A. 2019 | C.A. 2020 | C.A. 2021 |
| 9 | Dépenses réelles de Fonctionnement + Remboursement annuel dette en Capital Recettes réelles de Fonctionnement | 81,74 % | 79,52 % | 79,29 % | 87,26 % | 81,91 % | Hors renégociation de dette en capital Hors produits de cession (compte 775) | 911 751 764,02 1 115 449 315,41 | 942 210 701,60 1 184 846 528,56 | 941 345 405,96 1 187 156 162,59 | 1 026 815 452,01 1 176 721 916,73 | 1 029 867 502,67 1 257 347 302,53 |
| 10 | Dépenses d'équipement brut Recettes réelles de Fonctionnement | 31,67 % | 36,61 % | 36,04 % | 26,94 % | 32,39 % | Taux d'équipement Hors produits de cession (compte 775) | 353 235 488,50 1 115 449 315,41 | 433 827 429,42 1 184 846 528,56 | 427 814 638,61 1 187 156 162,59 | 317 017 603,15 1 176 721 916,73 | 407 211 045,65 1 257 347 302,53 |
| 11 | Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice Recettes réelles de Fonctionnement | 55,14 % | 58,04 % | 74,95 % | 87,11 % | 89,17 % | Hors produits de cession (compte 775) | 615 103 914,37 1 115 449 315,41 | 687 725 260,14 1 184 846 528,56 | 889 762 936,27 1 187 156 162,59 | 1 025 028 483,00 1 176 721 916,73 | 1 121 149 102,55 1 257 347 302,53 |
| 11 bis | Encours de la Dette au 31 décembre de l'exercice Autofinancement brut | 2,22 | 2,29 | 2,93 | 4,56 | 3,63 | Hors produits de cession (compte 775) | 615 103 914,37 277 457 407,30 | 687 725 260,14 300 042 081,22 | 889 762 936,27 303 773 080,42 | 1 025 028 483,00 224 640 917,97 | 1 121 149 102,55 309 015 106,29 |

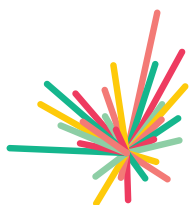
Bordeaux Métropole

Réalisation

LAPAO

Impression

L'ATELIER



BORDEAUX MÉTROPOLE

Esplanade Charles-de-Gaulle
33045 Bordeaux cedex

T. 05 56 99 84 84

F. 05 56 99 19 40

bordeaux-metropole.fr